

Commission économique pour l'Europe

**Rapport biennal
(28 avril 2017-10 avril 2019)**

**Conseil économique et social
Documents officiels, 2019**

Supplément n° 17



Nations Unies

Commission économique pour l'Europe

Rapport biennal
(28 avril 2017-10 avril 2019)

Conseil économique et social
Documents officiels, 2019

Supplément n° 17



Nations Unies • New York et Genève, 2019

* Nouveau tirage pour raisons techniques (21 mai 2021).



Note

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

E/2019/37 E/ECE/1488

PUBLICATION DES NATIONS UNIES

ISSN 0251-0197

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1	1
II. Chapitre		
I. Questions appelant une décision du Conseil économique et social ou portées à son attention.....	2–3	1
II. Travaux accomplis par la Commission depuis sa soixante-septième session .	4–5	1
III. Soixante-huitième session de la Commission		1
A. Participation et organisation des travaux	6–14	1
B. Ordre du jour	15	2
C. Élection du Bureau (point 7 de l'ordre du jour)	16–18	3
D. Compte rendu des travaux		
Dialogue de haut niveau	19	3
Table ronde « Solutions régionales et nationales pour des villes intelligentes et durables et influence des instruments de la Commission économique pour l'Europe »	20–21	3
Examen de la déclaration de haut niveau.....	22–23	3
Rapport sur les activités du Comité exécutif	24–25	3
Questions diverses	26–28	3
Adoption du rapport de la session.....	29	4
IV. Décisions adoptées par la Commission économique pour l'Europe à sa soixante-huitième session		4
 Annexes		
I. Points 1 et 2 : Ouverture de la session et adoption de l'ordre du jour, et dialogue de haut niveau		9
II. Point 3 : Table ronde « Solutions régionales et nationales pour des villes intelligentes et durables et influence des instruments de la Commission économique pour l'Europe »		17
III. List of meetings of the Commission and its subsidiary bodies and conventions administered by the ECE secretariat between 28 April 2017 and 10 April 2019		23

Commission économique pour l'Europe

Rapport biennal pour la période allant du 28 avril 2017 au 10 avril 2019

Introduction

1. Le présent rapport biennal a été adopté à l'unanimité par la Commission économique pour l'Europe (CEE) à sa soixante-huitième session, le 10 avril 2019.

Chapitre I

Questions appelant une décision du Conseil économique et social ou portées à son attention

2. À sa soixante-huitième session, la Commission a adopté ce qui suit : A (68) une déclaration de haut niveau et dix décisions ; B (68) la prolongation du mandat du Forum régional pour le développement durable ; C (68) le mandat révisé du Comité des politiques de l'environnement ; D (68) le mandat révisé du Comité directeur des capacités et des normes commerciales ; E (68) le changement de nom du Comité du logement et de l'aménagement du territoire ; F (68) la révision du mandat et le changement de nom du Groupe de travail sur le vieillissement ; G (68) le changement de nom du sous-programme 7 ; H (68) les Orientations-cadres pour l'élaboration de normes sur l'efficacité énergétique dans les bâtiments ; I (68) l'Année internationale du méthane ; J (68) le projet de résolution du Comité des transports intérieurs ; et K (68) l'application de la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux au niveau mondial. Les textes de toutes les décisions sont repris au chapitre IV.

3. La Commission, dans le cadre de son débat de haut niveau, a examiné le thème « Villes intelligentes et durables : moteurs du développement durable ». (Le résumé des débats établi par le Président figure dans les annexes I et II.)

Chapitre II

Travaux accomplis par la Commission depuis sa soixante-septième session

4. La Commission, le Comité exécutif et les organes subsidiaires de la Commission ont tenu leurs réunions, de même que d'autres réunions organisées sous leurs auspices, avec le concours du secrétariat de la CEE qui en a assuré le service.

5. On trouvera à l'annexe III la liste des réunions tenues depuis la soixante-septième session de la Commission, qui indique leurs dates, la composition de leur bureau et la cote de leur rapport. Les rapports rendent compte des points d'accord et des décisions prises.

Chapitre III

Soixante-huitième session de la Commission

A. Participation et organisation des travaux

6. La Commission a tenu sa soixante-huitième session du 9 au 10 avril 2019. À la séance d'ouverture, la Commission a entendu les observations du Président, de la Secrétaire exécutive, du Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève et du Président du

Conseil économique et social. Le résumé de ces déclarations, établi par le Président, figure à l'annexe I.

7. La Commission a tenu sa soixante-huitième session du 9 au 10 avril 2019 en Lettonie. Il a été convenu que la fonction de rapporteur pour la session serait confiée au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

8. Ont participé à cette session des représentants des pays suivants : Albanie, Allemagne, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Israël, Italie, Kazakhstan, Lettonie, Macédoine du Nord, Malte, Monaco, Monténégro, Ouzbékistan, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Turkménistan, Turquie et Ukraine.

9. Des représentants du Saint-Siège ont pris part à la session en vertu du paragraphe 8 du mandat de la Commission.

10. Des représentants de l'Union européenne ont aussi participé à la session.

11. Des représentants du Programme des Nations Unies pour les établissements humains, du Programme des Nations Unies pour l'environnement et des institutions spécialisées et organisations intergouvernementales suivantes étaient présents : Congrès du Conseil de l'Europe, Conseil de l'Europe, Agence européenne pour l'environnement, Union internationale des télécommunications, Centre du commerce international, Organisation de coopération et de développement économiques, Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et Organisation des Nations Unies pour le développement industriel.

12. Les organisations non gouvernementales ci-après étaient représentées : Association des villes minières du Donbass, Centre pour l'innovation et les politiques de Moldova, Centre pour le développement socioéconomique, Civis Blockchain, Dezentrum, EcoContact, Ecos AG, Réseau francophone des villes amies des aînés, Green Building Alliance, Housing Europe, ICE Gateway GmbH, ICLEI – Local Governments for Sustainability, Chambre de commerce internationale aux Émirats arabes unis, Institut international pour la paix, Fédération routière internationale, Union internationale du transport routier, Union internationale des locataires, Centre international des jeunes, Centre international de simulation offshore AS & Augment City AS, Organisation pour les relations économiques internationales, Pittsburgh Innovation District, Praxis, Risk Reduction Foundation, Royal Institution of Chartered Surveyors, Sustainable Development Investment Finance Partnership, Tecnoborsa, Tolat Hasnet, Transports Publics Genevois et Conseil mondial des entreprises pour le développement durable.

13. Un certain nombre de maires d'États membres de la CEE ont assisté à la session pour y entendre traiter le thème du débat de haut niveau « Villes intelligentes et durables : moteurs du développement durable ».

14. Une liste complète des participants figure sur le site Internet de la CEE (www.unece.org).

B. Ordre du jour

15. La Commission a adopté son ordre du jour (E/ECE/1487).

1. Ouverture de la session et adoption de l'ordre du jour.
2. Dialogue de haut niveau.
3. Table ronde « Solutions régionales et nationales pour des villes intelligentes et durables et influence des instruments de la Commission économique pour l'Europe ».
4. Examen de la déclaration de haut niveau.
5. Rapport sur les activités du Comité exécutif.
6. Autres questions appelant une décision de la Commission.

7. Élection du Bureau.
8. Questions diverses.
9. Adoption du rapport de la session.

C. Élection du Bureau (point 7 de l'ordre du jour)

16. Le Règlement intérieur de la Commission, tel que révisé lors de la soixante-troisième session, stipule qu'« à chacune de ses sessions biennales, la Commission élit, parmi ses États membres, un pays qui assume la présidence pour la durée de l'exercice biennal. Le (la) Président(e) est le (la) représentant(e) du pays élu. À la même séance, la Commission élit deux pays dont les représentants deviennent vice-présidents pour la durée de l'exercice biennal. Le (la) Président(e) et les Vice-Présidents de la Commission assument également la présidence et la vice-présidence du Comité exécutif pour la durée de l'exercice biennal ».

17. La Commission a élu le Bélarus Président de la soixante-neuvième session. La Roumanie et la Suisse ont été élues vice-présidentes de la soixante-neuvième session.

18. Le Bélarus, la Fédération de Russie, la Roumanie, la Suisse et l'Union européenne ont prononcé des déclarations pour remercier le Bureau en place et féliciter le Bureau nouvellement élu.

D. Compte rendu des travaux

Dialogue de haut niveau (point 2 de l'ordre du jour)

19. Le résumé des débats sur cette question, établi par le Président, figure à l'annexe I.

Table ronde « Solutions régionales et nationales pour des villes intelligentes et durables et influence des instruments de la Commission économique pour l'Europe » (point 3 de l'ordre du jour)

20. Pour l'examen de ce point, la Commission était saisie du document d'information E/ECE/1489 du secrétariat intitulé « Les outils dont dispose la CEE pour favoriser la transition vers des villes intelligentes et durables ».

21. Le résumé des débats sur cette question, établi par le Président, figure à l'annexe II.

Examen de la déclaration de haut niveau (point 4 de l'ordre du jour)

22. Pour l'examen de cette question, la Commission était saisie du document E/ECE/1490, intitulé « Examen de la déclaration de haut niveau ».

23. La Commission a décidé d'adopter la « Déclaration de haut niveau » (E/ECE/1490).

Rapport sur les activités du Comité exécutif (point 5 de l'ordre du jour)

24. Pour l'examen de cette question, la Commission était saisie du document E/ECE/1491, qui contient un rapport sur les activités et les principaux résultats du Comité exécutif depuis la dernière session de la Commission.

25. La Commission a pris note du rapport sur les activités du Comité exécutif. Elle a remercié ce dernier ainsi que son bureau pour les efforts déployés au cours de la période intersessions.

Questions diverses (point 8 de l'ordre du jour)

26. La Commission est convenue de tenir sa soixante-neuvième session en 2021.

27. Une déclaration a été faite par la délégation de la Fédération de Russie. Cette délégation a noté que la Convention visant à faciliter le franchissement des frontières pour les voyageurs, les bagages et les bagages non accompagnés dans le cadre du trafic ferroviaire international avait le potentiel d'améliorer la compétitivité, de simplifier les procédures et d'améliorer la sécurité dans la région paneuropéenne ; elle a demandé à tous les États

membres d'y adhérer et a prié le secrétariat d'informer les États membres de la procédure d'adhésion.

28. La Fédération de Russie a félicité le secrétariat pour l'organisation de la Journée des villes le 8 avril 2019 et a appuyé la poursuite des travaux relatifs aux villes. À ce propos, la Fédération de Russie a proposé que la CEE continue d'appuyer les travaux des villes et des autorités locales afin de faciliter davantage l'échange de données d'expérience et d'examiner les solutions qui permettraient de surmonter les obstacles auxquels se heurte la réalisation des objectifs de développement durable dans les zones urbaines, et a demandé que le Comité du logement et de l'aménagement du territoire envisage la possibilité de créer un forum des maires.

Adoption du rapport de la session (point 9 de l'ordre du jour)

29. Le rapport de la soixante-huitième session a été adopté.

Chapitre IV

Décisions adoptées par la Commission économique pour l'Europe à sa soixante-huitième session

A (68) Déclaration de haut niveau

La Commission a décidé :

i) D'adopter la « Déclaration de haut niveau » (E/ECE/1490) :

Déclaration de haut niveau (E/ECE/1490)

1. Depuis plus de soixante-dix ans, la Commission économique pour l'Europe (CEE) contribue au développement et à l'intégration plus étroite des économies de la région. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement ont défini pour l'exécution de ce mandat un cadre global universel qui aidera les États membres à relever les défis auxquels la région doit faire face.

2. Pour faire avancer ces programmes, il sera nécessaire de renforcer la coopération entre le secteur public et le secteur privé afin que leurs moyens d'action et leurs ressources soient mis en commun. La CEE offre aux gouvernements et aux autres parties prenantes un socle solide sur la base duquel collaborer et s'engager dans l'élaboration de normes, de règles et d'instruments juridiques. Sa force de mobilisation intergouvernementale fait fond sur un réseau estimé à 18 000 experts qui travaillent ensemble pour élaborer des instruments normatifs, produire des connaissances et compiler des pratiques optimales d'une manière rentable et efficace. L'assistance technique spécialisée et axée sur la demande qui est fournie aux pays facilite la mise en œuvre et l'utilisation de ces instruments.

3. Du point de vue du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de la réforme du système des Nations Unies pour le développement, il est important de tenir compte des atouts de la CEE, qui est un organe normatif de premier plan et un espace qui favorise une harmonisation et une coopération économique accrues au niveau régional. À ce titre, la CEE peut faciliter et promouvoir le partage des pratiques optimales entre les coordonnateurs nationaux chargés des objectifs du développement durable (ODD).

4. Le Forum régional sur le développement durable pour la région de la CEE est un mécanisme de suivi et d'examen du Programme 2030, qui permet l'apprentissage mutuel et la collaboration entre les pays, le système des Nations Unies et un large éventail de parties prenantes. Les résultats issus du Forum régional constituent ensuite la contribution de la région au forum politique de haut niveau sur le développement durable qui est organisé sous les auspices du Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies.

5. La CEE est le dépositaire d'un très grand nombre d'instruments normatifs qui traitent de points de réglementation importants liés au Programme 2030. De par ses résultats, la CEE a fait la preuve de la capacité qu'elle a d'adapter et de développer ces produits concrets et tangibles de telle manière que ses États membres soient en mesure de relever les nouveaux défis auxquels ils font face. Le fait que ces produits soient très demandés et très utilisés par les pays de la région, et qu'ils soient aussi dupliqués au-delà des frontières régionales est la preuve que la production normative de la CEE doit se poursuivre.

6. La réforme du système des Nations Unies pour le développement a pour but de renforcer et de centrer les effets des résultats de développement sur les pays. Tout au long des années, la CEE s'est attaquée à des problèmes dépassant les frontières nationales ; pour ce faire, elle s'est livrée à un solide travail d'analyse des données, a favorisé le partage des connaissances et l'innovation au niveau régional, en particulier s'agissant des progrès et des lacunes relatifs aux ODD, et a poussé la coopération régionale, en insistant davantage sur la relation « normatif-fonctionnel », la sensibilisation et les analyses fondées sur des données.

7. Parce que son mandat est multidisciplinaire, la CEE peut obtenir des résultats dans un certain nombre de domaines intersectoriels du Programme 2030, en se concentrant sur les objectifs qui correspondent à la fois à ses propres atouts et aux besoins de mise en œuvre des pays, à savoir les ODD 3, 6, 7, 8, 9, 11, 12, 13 et 15 et les ODD transversaux 5 et 17. La CEE met ses compétences sectorielles au service de ses États membres pour qu'ils puissent concevoir des politiques intégrées qui tiennent compte des multiples aspects du développement durable.

8. La CEE mettra à contribution ses compétences internes afin d'améliorer les résultats de développement durable dans la région. Dans chacun de ses huit sous-programmes, des équipes intersectorielles travailleront sur les domaines où il existe une convergence entre plusieurs ODD (appelés les domaines d'interaction) : a) villes intelligentes et durables ; b) utilisation durable des ressources naturelles ; c) mobilité durable et connectivité intelligente ; d) mesure et suivi de la réalisation des ODD. Cette approche fondée sur les interactions permettra d'élaborer des solutions intégrées pour des regroupements d'ODD liés entre eux et d'approfondir les partenariats, y compris les partenariats public-privé (PPP). Sur la base des quatre domaines d'interaction, la CEE étendra et renforcera le réseau de partenariats axés sur les connaissances qui la lient à un large éventail d'acteurs, y compris d'autres organismes des Nations Unies.

9. La CEE est tournée vers l'avenir et s'efforce d'anticiper les changements et les difficultés de demain afin d'y répondre. En coopération avec ses États membres et conformément à son mandat, elle continuera de veiller à réaliser les activités les plus pertinentes, les plus novatrices et les plus productives qui soient. Le dialogue avec ses États membres, y compris par des mises à jour régulières sur les résultats et les effets tangibles obtenus dans le contexte du Programme 2030, permettra de renforcer sa contribution au développement durable dans la région.

B (68) Prolongation du mandat du Forum régional pour le développement durable

La Commission :

1. Rappelant sa décision B (67) par laquelle elle a créé le Forum régional pour le développement durable de la région de la Commission économique pour l'Europe (CEE),

2. Réaffirmant les dispositions qui y figurent au sujet du rôle, des objectifs et de la structure du Forum régional,

3. Notant avec satisfaction que les précédentes réunions du Forum régional ont joué avec succès le rôle de plateforme d'apprentissage entre pairs et de cadre d'échange des données d'expérience et des bonnes pratiques concernant la réalisation des objectifs de développement durable,

4. Décide de continuer à organiser une réunion annuelle du Forum régional en 2020 et 2021, en étroite coopération avec les entités régionales du système des Nations Unies et avec la participation active d'autres parties prenantes concernées ;

5. Prie le secrétariat d'établir le programme de travail de chaque réunion du Forum régional, en étroite concertation avec les États membres, et de l'accorder avec les thématiques et le propre programme de travail du Forum politique de haut niveau pour le développement durable, placé sous les auspices du Conseil économique et social, en mettant l'accent sur les questions ayant une importance particulière pour la région de la CEE et en tenant compte des enseignements tirés des précédents forums régionaux ;

6. Prie également le secrétariat de publier un rapport annuel sur la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans la région de la CEE, qui puisse servir de base aux débats du Forum régional, en mettant l'accent sur les objectifs de développement durable que le Forum politique de haut niveau pour le développement durable aura retenus cette année-là, et en utilisant les ensembles de données et les statistiques existants ;

7. Décide que le Forum régional continuera à s'inscrire dans le processus général d'examen et de suivi du Programme de développement durable à l'horizon 2030 à l'échelle mondiale, en tenant compte des conclusions de la réunion du Forum politique de haut niveau pour le développement durable qui sera organisée sous les auspices de l'Assemblée générale, les 24 et 25 septembre 2019 ;

8. Décide également de présenter au Forum politique de haut niveau pour le développement durable les conclusions des réunions du Forum régional, organisées sous les auspices du Conseil économique et social, dans le cadre des contributions régionales au processus d'examen et de suivi de la mise en œuvre du Programme 2030 à l'échelle mondiale ;

9. Prie le secrétariat d'établir, en 2021, un rapport d'évaluation de la valeur ajoutée que le Forum régional a apportée jusqu'alors aux États membres de la CEE, en indiquant les améliorations possibles ;

10. Décide également de réexaminer la présente décision à sa soixante-neuvième session.

C (68) Mandat révisé du Comité des politiques de l'environnement

La Commission :

Notant qu'à sa vingt-troisième session (14-17 novembre 2017), le Comité des politiques de l'environnement a approuvé la révision de son mandat afin de mieux refléter les activités menées à la poursuite des objectifs de développement durable, et que cette révision ne comporte aucune modification du mandat du Comité ni incidences financières, décide d'approuver le mandat révisé du Comité des politiques de l'environnement, tel qu'énoncé dans le document ECE/CEP/2017/5.

D (68) Mandat révisé du Comité directeur des capacités et des normes commerciales

La Commission :

Notant qu'à sa quatrième session (3 et 4 mai 2018), le Comité directeur des capacités et des normes commerciales a approuvé la révision de son mandat afin de mieux refléter les activités menées à la poursuite des objectifs de développement durable et que cette révision ne comporte aucune modification du mandat du Comité ni incidences financières, décide d'approuver le mandat révisé du Comité directeur des capacités et des normes commerciales, tel qu'énoncé dans le document ECE/CTCS/2018/2.

E (68) Changement de nom du Comité du logement et de l'aménagement du territoire

La Commission :

Prenant note de l'élargissement du rôle du Comité du logement et de l'aménagement du territoire dans la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, du nouveau Programme pour les villes et d'autres accords y relatifs, et notant qu'à sa soixante-dix-neuvième session (4 et 5 octobre 2018), le Comité du logement et de l'aménagement du territoire a approuvé le projet de modification du nom du Comité présenté par son Bureau, tel que formulé dans les documents ECE/HBP/2018/L.1 et ECE/HBP/194,

décide de changer le nom du Comité, qui s'appellera désormais « Comité du développement urbain, du logement et de l'aménagement du territoire ».

F (68) Révision du mandat et changement de nom du Groupe de travail sur le vieillissement

La Commission :

1. Prenant note de la Déclaration ministérielle de Lisbonne de 2017, « Une société durable pour tous les âges : profiter des perspectives offertes par l'allongement de la durée de vie », dans laquelle est prise en compte la nécessité d'étudier la possibilité de transformer, sans incidence sur les ressources, le Groupe de travail sur le vieillissement afin de soutenir davantage la collaboration intergouvernementale dans le domaine du vieillissement de la population,
2. Prenant note de la résolution A/RES/72/144 de l'Assemblée générale dans laquelle celle-ci recommande d'envisager d'élargir le rôle des commissions régionales quant aux questions liées au vieillissement,
3. Notant également que le Comité exécutif (ECE/EX/2019/L.1) a décidé d'approuver le mandat révisé du Groupe de travail sur le vieillissement,
4. Décide de changer le nom du Groupe de travail sur le vieillissement, qui s'appellera désormais « Groupe de travail permanent sur le vieillissement » ; et
5. Adopte le mandat révisé du Groupe de travail permanent sur le vieillissement, tel qu'il figure dans le document ECE/EX/2019/L.1.

G (68) Changement de nom du sous-programme 7

La Commission :

1. Rappelant le paragraphe 20 b) de sa décision A (65) relatif au changement de nom du Comité du bois, renommé « Comité des forêts et de l'industrie forestière » pour mieux refléter la portée de ses travaux, et notant que le Comité exécutif a accepté la proposition d'aligner le nom du sous-programme 7 sur celui du Comité (ECE/EX/2019/L.2),
2. Décide de changer le nom du sous-programme 7 « Bois et foresterie » en « Forêts et industrie forestière » ; et
3. Décide également de transmettre cette décision au Conseil économique et social pour examen et approbation éventuelle.

H (68) Orientations-cadres pour l'élaboration de normes sur l'efficacité énergétique dans les bâtiments

La Commission :

Recommande que les orientations-cadres de la CEE pour l'élaboration de normes sur l'efficacité énergétique dans les bâtiments et l'Initiative sur les bâtiments à haute performance énergétique qui en découle soient largement utilisées et diffusées, notamment en mettant à profit les capacités des cinq commissions régionales de l'ONU et du Programme des Nations Unies pour le développement. Elle décide de transmettre les orientations-cadres au Conseil économique et social pour examen et approbation éventuelle.

I (68) Année internationale du méthane

La Commission :

Reconnaissant les effets, sur les changements climatiques, de la concentration toujours plus grande d'émissions de méthane dans l'atmosphère et le besoin impérieux d'y remédier sans plus attendre, recommande au Conseil économique et social de déclarer 2020 Année internationale du méthane à l'appui du processus *Global Methane Challenge* et des organisations partenaires. Elle décide de transmettre les recommandations au Conseil économique et social pour examen et approbation éventuelle.

J (68) Mandat révisé du Comité des transports intérieurs

La Commission :

1. Notant que le Comité des transports intérieurs a adopté à sa quatre-vingt-unième session (19-22 février 2019) son mandat révisé tel que contenu à l'annexe I du document ECE/TRANS/288/Add.2, et notant en outre que cette révision n'aura aucune incidence financière,
2. Décide d'approuver le mandat révisé du Comité des transports intérieurs tel que contenu à l'annexe I du document ECE/TRANS/288/Add.2.

K (68) Application, au niveau mondial, de la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux

La Commission :

1. Se félicite de la mise en œuvre en 2016 de l'amendement à la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux (Convention sur l'eau) permettant l'adhésion de tous les États Membres de l'ONU ;
2. Se félicite également de l'adhésion du Tchad et du Sénégal à la Convention en 2018 et de l'intérêt exprimé officiellement par 20 pays¹ à la huitième session de la Réunion des Parties (Astana, 10-12 octobre 2018) pour l'adhésion à cet instrument ;
3. Prend note de l'adoption, à la huitième session de la Réunion des Parties, de la Stratégie de mise en œuvre de la Convention au niveau mondial (ECE/MP.WAT/ 54/Add.2) ;
4. Prend note également de l'adoption, à la huitième session de la Réunion des Parties, du programme de travail pour 2019-2021 (ECE/MP.WAT/54/Add.1) visant à appuyer l'application de la Convention, qui contribuera à la réalisation des objectifs fixés dans la Stratégie ;
5. Reconnaît qu'en raison de la mise en œuvre de l'amendement à la Convention en 2016 et du nombre croissant des Parties, la gestion et l'exécution des futurs programmes de travail au titre de la Convention nécessiteront des ressources supplémentaires à inscrire au budget ordinaire ;
6. Demande au secrétariat de prendre toutes les mesures nécessaires, en prévoyant notamment des ressources humaines et financières supplémentaires à imputer sur le budget ordinaire, pour assurer la gestion efficace et l'exécution intégrale du programme de travail de la Convention ;
7. Décide d'adresser au Conseil économique et social, à sa session de 2019, un projet de résolution sur cette question pour examen et adoption éventuelle.

Projet de résolution du Conseil économique et social sur l'application de la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux au niveau mondial

Le Conseil économique et social,

Prenant note de l'adoption par la Commission économique pour l'Europe à sa soixante-huitième session (Genève, 9 et 10 avril 2019) de la décision K (68) sur l'application, au niveau mondial, de la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux (Convention sur l'eau), qui est jointe en annexe à la présente résolution,

Fait sienne la décision de la Commission économique pour l'Europe sur l'application, au niveau mondial, de la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux.

¹ Bénin, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Iraq, Jordanie, Mauritanie, Mongolie, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, Somalie, Suriname, Togo, Tunisie et Viet Nam.

Annexe I

Point 1 : Ouverture de la session et adoption de l'ordre du jour

Résumé des débats établi par le Président

Après l'adoption de l'ordre du jour, la Commission a entendu les observations liminaires ci-après.

M. Janis Karklins, Président de la CEE, a fait valoir le rôle de la CEE en tant qu'importante plateforme d'appui à la réalisation, par ses États membres, des objectifs de développement durable (ODD). La CEE a fait œuvre de pionnier dans un large éventail de questions transnationales, allant de la pollution atmosphérique et de la coopération dans le domaine de l'eau à la sécurité routière, en passant par l'analyse statistique, la manipulation sûre des produits chimiques, l'énergie propre, le commerce, la gestion des populations et d'autres domaines encore. De nombreux pays à l'intérieur et à l'extérieur de la région appréciaient les résultats pratiques et précieux de la CEE. Par l'intermédiaire du Forum régional sur le développement durable, la CEE offrait également une plateforme régionale pour la mise en œuvre et l'examen des ODD, l'apprentissage mutuel et l'échange de solutions pratiques. La Journée des villes organisée par la CEE la veille de la session avait facilité le dialogue entre les maires de la région et avait été une innovation bienvenue.

M^{me} Olga Algayerova, Secrétaire exécutive de la CEE, a exposé dans les grandes lignes la proposition de valeur de la CEE, soulignant son fort pouvoir de rassemblement et sa production normative générale, qui en faisait un centre de connaissances doté d'une expertise transfrontière particulière. Elle a également noté sa collaboration active avec les partenaires du système des Nations Unies aux niveaux mondial, régional et national, les milieux universitaires, la société civile et d'autres parties prenantes, et son orientation intersectorielle, comme l'illustre l'approche du « lien ». Afin d'être encore plus adaptée aux besoins et dans le contexte de la réforme du système des Nations Unies pour le développement, la CEE concentrait ses ressources sur les activités les plus pertinentes, les plus novatrices et les plus rentables, conformément au Programme 2030, ouvrant davantage bon nombre de ses instruments à un public plus large, améliorant sa communication et mettant sur pied des partenariats stratégiques pour accroître sa visibilité et son influence, et s'efforçant d'aller plus loin dans l'innovation.

M. Michael Møller, Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève, a noté que les affaires mondiales étaient devenues polycentriques. Comme l'indiquait le thème de la session, les gouvernements exigeaient l'engagement des villes et des collectivités locales pour atteindre les objectifs de développement durable. Une approche holistique s'imposait pour ne laisser personne au bord du chemin.

M^{me} Inga Rhonda King, Présidente du Conseil économique et social, a fait observer dans un message vidéo que les États membres de la CEE avaient un rôle central à jouer dans l'élaboration du Programme 2030, 48 d'entre eux ayant déjà effectué des examens nationaux volontaires. La CEE était un acteur important dans la mise en œuvre des ODD dans la région en raison de son leadership éclairé et de sa vaste expertise dans de multiples secteurs, de sa forte production de biens publics régionaux et mondiaux et de son rôle dans la tenue du Forum régional sur le développement durable. Favoriser les progrès dans la réalisation des ODD au niveau municipal offrait une formidable occasion de renforcer le rôle des villes en tant que moteurs du développement durable.

Point 2 : Dialogue de haut niveau

Résumé des débats établi par le Président

M. Janis Karklins, Président de la CEE, a animé l'examen de ce point.

De nombreuses délégations se sont félicitées du choix des « villes intelligentes et durables » comme thème de la session, notant les niveaux élevés d'urbanisation dans la région et reconnaissant le rôle crucial des villes pour la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) ainsi que leur potentiel de croissance économique et de mobilisation du potentiel d'innovation.

De nombreuses délégations ont félicité le Bureau, la Secrétaire exécutive et le secrétariat pour les réalisations de l'exercice biennal.

Déclarations :

M. Vladimir Makei, Ministre des affaires étrangères de la République du Bélarus, a souligné que le mandat de la Commission restait pertinent et de plus en plus important, car la promotion de la coopération et de l'intégration économiques en Europe contribuait à la réalisation des ODD. La CEE était la seule plateforme globale de la région sur les questions de développement économique et social. Dans le cadre de la réforme du système des Nations Unies pour le développement, le Bélarus appuyait le mandat de la CEE et réaffirmait sa volonté de renforcer encore la Commission et son secrétariat. Le Bélarus se félicitait que la CEE mette l'accent sur quatre domaines d'interaction. Il était dans l'intérêt stratégique du Bélarus de réduire au minimum les barrières commerciales et autres entre les principales unions économiques de la région, idéalement en créant un espace économique paneuropéen unique. Le Bélarus avait donc appelé à un dialogue politique sur « l'intégration des intégrations », qu'il jugeait également pertinent pour le mandat de la CEE.

M. Sergey Vershinin, Vice-Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie, a réaffirmé le rôle unique de la CEE dans l'avènement du développement durable dans le contexte de la réforme en cours du système des Nations Unies pour le développement. La CEE contribuait à la mise en commun des efforts dans la région dans des domaines tels que la connectivité des transports, la sécurité énergétique, la gestion durable des ressources forestières et hydriques et les statistiques. Il existait une demande au niveau mondial pour les créations de la CEE, et la CEE devrait s'efforcer de renforcer encore sa contribution aux processus mondiaux. La poursuite de la coopération entre la CEE et l'Union économique eurasiennne était prometteuse à cet égard. Les nouveaux défis exigeraient des ressources et un appui technique adéquats. La Fédération de Russie continuerait d'appuyer les activités de la CEE, en particulier celles qui visaient à relever des défis socioéconomiques et environnementaux concrets et à renforcer son rôle dans les questions interrégionales. La Fédération de Russie avait entrepris de mettre en œuvre une politique publique globale en faveur des villes durables, notamment dans le cadre de projets nationaux d'amélioration urbaine et d'accès au numérique.

M. Mahmud Mammad-Guliyev, Vice-Ministre des affaires étrangères de la République d'Azerbaïdjan, a noté que le logement abordable, décent et sain et la fourniture de services de base aux différents groupes et populations vulnérables étaient des priorités absolues du programme de développement de l'Azerbaïdjan, conformément à la Charte des Nations Unies sur le logement durable. Plusieurs initiatives de villes intelligentes et durables à Bakou amélioraient la qualité de vie et contribuaient aux ODD et à l'Accord de Paris. Des programmes d'État sur le développement socioéconomique des régions et sur les villages intelligents étaient en cours d'exécution. Les recettes tirées des grands projets régionaux en rapport avec l'énergie et les transports étaient mises à profit pour améliorer les conditions économiques et sociales. La CEE était bien placée pour faire face aux nouveaux défis qui se posaient à la région, générer de nouvelles idées et servir de plateforme d'échange de connaissances. L'Azerbaïdjan était prêt à entreprendre des activités conformément à la Déclaration commune signée avec la CEE en novembre 2018 sur la coopération pour la mise en œuvre des ODD.

M. Walter Stevens, Ambassadeur et Observateur permanent de l'Union européenne (UE) auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève, a rappelé le lancement du Programme urbain pour l'UE en 2016, qui représentait une nouvelle méthode de travail à plusieurs niveaux favorisant la coopération entre les États membres, les villes et la Commission européenne, entre autres acteurs, pour améliorer la croissance, l'habitabilité et l'innovation des villes et pour identifier et relever les défis sociaux. Le large éventail de normes, règles et instruments juridiques de la CEE pouvait faire une différence dans les zones urbaines. La quatre-vingt-unième session du Comité des transports intérieurs de la CEE et la stratégie qu'il avait adoptée jusqu'en 2030 méritaient d'être notées à cet égard. La CEE avait regroupé ses activités dans quatre domaines d'interaction, dont celui des « villes intelligentes et durables », afin de mieux réaliser les ODD. L'UE et ses États membres continueraient de prendre une part active aux travaux de la CEE et à les appuyer.

M. Ciprian Lucian Rosca, Secrétaire d'État au Ministère roumain du développement régional et de l'administration publique, a souligné les récents progrès accomplis sous la présidence roumaine du Conseil européen pour adapter le Programme 2030 et le nouveau Programme urbain au territoire de l'UE. L'Agenda territorial 2020 qui traitait de la cohésion territoriale et le Programme urbain pour l'UE constituaient des documents fondamentaux à cet égard. Des mesures avaient été prises pour réviser l'Agenda territorial 2020 et les premiers résultats de la mise en œuvre du Programme urbain pour l'UE avaient été communiqués. Le nouvel agenda territorial s'orienterait vers un processus continu, répondant aux défis des inégalités entre les territoires et renforçant les cadres réglementaires et stratégiques et la gouvernance à plusieurs niveaux. Dans le cas de la Roumanie, la stratégie de développement territorial 2035 avait été conçue sur la base des principes de l'Agenda territorial 2020 et avait récemment été actualisée, poursuivant la réforme de l'aménagement du territoire de la Roumanie.

M^{me} Elisabeth Tichy-Fisslberger, Ambassadrice et Représentante permanente de la Mission permanente de l'Autriche auprès de l'Office des Nations Unies et des institutions spécialisées à Genève, a souligné la nécessité de rendre les villes « pérennes » pour tenir compte de l'urbanisation croissante dans la région et aussi des ODD. Le Programme paneuropéen sur les transports, la santé et l'environnement, qui s'intéressait aux transports urbains durables, était dans ce domaine un exemple remarquable au sein de la CEE. L'Autriche accueillerait en octobre 2019 la cinquième Réunion de haut niveau sur les transports, la santé et l'environnement, sur le thème « Rendre la mobilité verte et saine : tracer la voie paneuropéenne vers la prospérité et des citoyens heureux ». Le vieillissement de la population était un autre problème important dans la région. L'Autriche se félicitait du changement de nom du Groupe de travail sur le vieillissement en « Groupe de travail permanent sur le vieillissement ».

M. Didier Chambovey, Ambassadeur et Représentant permanent de la Suisse auprès de l'Organisation mondiale du commerce et de l'Association européenne de libre-échange à Genève, a souligné la nécessité d'une action concertée de nombreuses parties prenantes aux niveaux national et international pour atteindre les ODD. L'automatisation et le traitement des données conduiraient à des villes intelligentes qui se définiraient non seulement par des solutions technologiques, mais aussi par une utilisation rationnelle des ressources et une attention particulière à la qualité de vie. La Suisse soutenait les villes intelligentes et durables dans le cadre de sa coopération internationale. La Genève internationale représentait un laboratoire de solutions innovantes face aux défis urbains. Les autorités suisses envisageaient actuellement de promouvoir davantage le dialogue et l'échange d'expériences entre les villes, les réseaux de villes et la Genève internationale. La Suisse appréciait les nombreuses normes produites par la CEE dans un souci d'amélioration de la vie quotidienne.

M. Milorad Šćepanović, Ambassadeur et Représentant permanent du Monténégro auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève, a évoqué la Stratégie nationale pour le développement durable du Monténégro en tant que réponse du pays au Programme 2030. Elle couvrirait l'économie, l'environnement et le capital humain et social et comprenait également des activités au niveau local. De nombreux produits de la CEE revêtaient un intérêt pour le Monténégro, notamment

en matière d'environnement, de transports et d'urbanisme. La CEE avait réalisé une étude de performance environnementale (EPE) au Monténégro et envisageait d'élaborer un plan d'action national pour mettre en œuvre les recommandations de l'EPE en rapport avec les ODD. La CEE offrait des solutions politiques efficaces et aidait les gouvernements à mettre en œuvre les ODD.

M. Hans-Peter Jugel, Ambassadeur et Représentant permanent adjoint de la République fédérale d'Allemagne auprès de l'Organisation des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève, a souligné le rôle crucial des acteurs infranationaux et locaux dans la conduite d'une action ambitieuse en faveur du climat aux côtés des gouvernements nationaux. L'Allemagne aidait les collectivités locales du monde entier à construire des villes sociales, inclusives, bien gouvernées, à faible émission de carbone, résilientes et productives. Elle organiserait la Conférence internationale sur l'action climatique à Heidelberg en mai 2019, qui contribuerait au Sommet sur l'action pour le climat, convoqué par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. La CEE était un organe normatif de premier plan et une plateforme pour le renforcement de l'harmonisation régionale et de la coopération économique. Elle devrait s'appuyer sur ce rôle dans le contexte de la réforme du système des Nations Unies pour le développement. L'Allemagne se félicitait du récent Forum régional sur le développement durable et appuyait la CEE en tant que plateforme d'échange des meilleures pratiques entre les acteurs nationaux des objectifs de développement durable.

M. Howard Solomon, Chef adjoint par intérim de la Mission permanente des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève, s'est félicité de l'accent mis pendant la session sur la promotion de la technologie et de l'innovation et sur l'amélioration de la transparence gouvernementale dans le développement d'une infrastructure plus intelligente. Les États-Unis étaient attachés à un développement économique répondant aux orientations du pays, axé sur le marché et propre à libérer le potentiel des citoyens. Le Département de l'habitat et du développement urbain encourageait l'innovation en organisant chaque année un concours à l'effet de revoir la conception des logements sociaux de manière à en améliorer l'habitabilité et la durabilité. Les incitations fiscales revitalisaient les collectivités traversant des difficultés économiques, ce qui avait pour effet de favoriser le développement de villes intelligentes. L'élimination des obstacles inutiles et la publication d'orientations à caractère volontaire étaient essentielles pour une sécurité accrue des transports automatisés, car les règles pouvaient étouffer l'innovation. Le Département américain des transports (DOT) avait publié le document « *Automated Vehicle 3.0* » qui fournissait de nouvelles directives de sécurité multimodales. Le DOT avait également créé un nouvel organisme chargé de s'occuper des innovations non traditionnelles et émergentes dans le domaine des transports.

M^{me} Eriselda Cobo, Coordonnatrice de la Direction des politiques et des priorités de développement du Cabinet du Premier Ministre de la République d'Albanie, a fait savoir que la nouvelle réforme de la planification en Albanie ouvrait la voie à des instruments de planification plus intégrés. Avec le soutien du Gouvernement, les 61 municipalités albanaises avaient déjà élaboré ou allaient élaborer un plan local général, disponible en ligne pour l'information et la participation des citoyens à la prise de décisions. Dans le cadre du programme de rénovation urbaine, le Gouvernement avait financé plus de 700 projets visant à revitaliser l'économie à l'échelle tant urbaine que régionale. Le nombre de services municipaux accessibles en ligne aux citoyens était passé de 8 en 2013 à 450 en 2018. Le programme de rénovation urbaine serait étendu à 100 villages, avec des investissements dans le développement des infrastructures et un soutien aux activités économiques agricoles et non agricoles. L'Albanie entendait créer une plateforme nationale de suivi avec un ensemble d'indicateurs liés aux objectifs de développement durable.

M^{me} Inguna Berke, Conseillère à la Mission permanente de la République de Lettonie auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève, a souligné que le Gouvernement letton s'était fixé comme principaux objectifs de développement une économie novatrice et éco-efficace, la réduction des disparités en matière de revenus et des opportunités de croissance. Le Programme 2030 servait de point de référence essentiel à cet effet. La Lettonie avait beaucoup appris de l'examen national volontaire présenté au Forum politique de haut niveau sur le développement durable en 2018.

L'échange des meilleures pratiques et les initiatives concernant les choix à faire en matière de politique générale étaient au cœur des partenariats tant mondiaux que régionaux. Pour la Lettonie, les domaines critiques susceptibles de promouvoir le développement durable concernaient l'innovation, les nouvelles solutions de transport et la mise en œuvre du projet *Rail Baltica*, la sécurité routière et le vieillissement de la population.

M. Robert Cook, Conseiller à la Mission permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève, a déclaré voir dans la CEE une plateforme éprouvée et fiable permettant aux experts techniques de coopérer et d'élaborer des approches novatrices face aux problèmes économiques. Le pouvoir de mobilisation de la CEE et son statut d'initiatrice et de gardienne des règles et normes régionales et mondiales devraient être dûment pris en compte dans les débats en cours sur la réforme du système des Nations Unies pour le développement. La délégation s'est également exprimée en faveur de l'approche prospective de la CEE consistant à axer ses travaux sur quatre domaines d'interaction. Le thème des villes intelligentes et durables venait à point nommé, puisque 83 % de la population du Royaume-Uni résidaient aujourd'hui en zone urbaine. Le Gouvernement britannique privilégiait une approche locale de la politique de la ville, donnant aux autorités locales les moyens d'agir.

M. Amedeo Trambajolo, Chef de la Division des relations extérieures à la Direction générale de l'Union européenne, Conseiller auprès du Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale de l'Italie, a fait savoir que l'Italie appliquait une politique de concertation entre les différentes strates où se prennent les décisions : européennes (UE), nationales, régionales et locales. Les municipalités italiennes s'étaient mises d'accord sur un programme urbain de développement durable conforme au Programme urbain pour l'UE. Sa stratégie d'intégration était en cour d'examen par le Gouvernement. La société civile, les organisations non gouvernementales, les milieux universitaires et les citoyens devraient être associés à tous les efforts de développement durable. Les petites villes, relativement désavantagées dans leurs efforts pour se qualifier elles aussi comme villes intelligentes et durables, ne devaient pas être laissées pour compte dans ce processus.

M. Xavier Cadoret, Président de la Chambre des pouvoirs locaux au Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe, a souligné que le rythme rapide de l'urbanisation posait plusieurs défis. Dans le même temps, les villes étaient des moteurs majeurs de l'innovation et du développement qui soutenaient la mise en œuvre des ODD, en particulier l'ODD 11. Le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux contribuait à engager les municipalités dans une modernisation intelligente. Dès 2013, la Chambre des pouvoirs locaux débattait de l'utilisation des technologies intelligentes pour les projets d'urbanisation, de la budgétisation participative via Internet et de l'infrastructure de transport intelligente. En outre, le Congrès promouvait la gouvernance et la démocratie en ligne et avait adopté plusieurs recommandations concernant l'influence des nouvelles technologies sur les processus sociaux et démocratiques. Il était crucial d'échanger les bonnes pratiques et de les rendre plus équitables, durables et inclusives.

M^{me} Olga Algayerova, Secrétaire exécutive de la CEE, a noté que le thème de la session, à savoir les villes intelligentes et durables, plaidait fortement en faveur d'une approche holistique du Programme 2030. Les « villes intelligentes et durables » étaient l'un des quatre thèmes intersectoriels dans lesquels la CEE élaborait des solutions intégrées en mettant en commun les connaissances multisectorielles relatives à plusieurs ODD. Les travaux dits de liaison sur les villes pouvaient être considérés comme la version CEE d'une approche « pangouvernementale ». L'action de la CEE faisait une réelle différence dans toute une série de domaines, dont l'innovation et la transition vers une économie circulaire, la mise à contribution des nouvelles technologies, des logements abordables et décents et des bâtiments économes en énergie, des transports urbains durables et une sécurité routière renforcée, une plus grande résilience des villes face aux aléas et à l'action climatique, la réduction de l'impact écologique des villes, de nouvelles approches innovantes en matière de financement et un PPP axé en priorité sur les personnes, et enfin, la responsabilité, la volonté d'inclusion et la réactivité en matière de prise de décisions sur les questions urbaines.

M^{me} Maimunah Mohd Sharif, Directrice exécutive d'ONU-HABITAT, a souligné dans un message vidéo le potentiel de l'urbanisation en tant que moteur du développement durable et a appelé l'attention sur certains risques qu'il s'agissait d'atténuer. La technologie et l'innovation étaient très prometteuses pour ce qui était d'améliorer la qualité de vie globale dans les villes. Les bonnes pratiques de la région de la CEE concernaient notamment la réglementation de l'industrie des données, la logistique et le transport intelligents, ainsi que l'utilisation et l'adoption de réseaux énergétiques intelligents.

M. Stefano Marta, Coordonnateur de l'approche territoriale des ODD à la Division des villes, des politiques urbaines et du développement durable de l'Organisation de coopération et de développement économiques, a souligné qu'il importait, dans l'action en faveur des ODD, de ne pas se focaliser sur les moyennes nationales, car elles pouvaient masquer d'importantes disparités territoriales. Selon lui, une approche de gouvernance à plusieurs niveaux était nécessaire, les villes, les régions et les gouvernements nationaux prenant tous leurs responsabilités. Rapportés aux villes, les ODD constituaient un outil de vision stratégique, de planification et de budgétisation, en même temps qu'un cadre permettant de gérer les concessions mutuelles entre les politiques sectorielles. Il importait que le secteur privé et la société civile s'engagent en faveur des ODD. Il importait en outre de disposer d'un cadre d'indicateurs comparables, harmonisés et localisés pour les ODD.

M. Wolfgang Teubner, Directeur régional pour l'Europe à l'ICLEI (Les Gouvernements locaux pour le développement durable), a souligné la tendance mondiale et régionale dans le sens d'une urbanisation accrue. La numérisation, la nouvelle économie et la concentration des services, du savoir-faire, de la créativité et du capital renforçaient cette tendance. Les villes étaient donc des partenaires clefs pour la mise en œuvre des ODD. Les villes étaient des pôles d'innovation technologique et sociale et des bancs d'essai pour de nouvelles approches telles que la mobilité partagée, de nouveaux types de véhicules et une production et une consommation d'énergie plus décentralisées. En même temps, les nouvelles technologies et la mobilité des personnes posaient des défis considérables. Un nombre croissant de villes s'attaquaient avec succès à ces défis et fournissaient des exemples d'équilibre entre l'ambition en matière climatique, l'efficacité des ressources, la qualité de vie et le développement économique. L'ICLEI travaillait avec les villes sur la base d'une approche intégrée de cinq voies vers un développement à faibles taux d'émissions, proche de la nature, équitable, résilient et circulaire.

M^{me} Elena Szolgayova, rapporteuse de la première table ronde de la Journée des villes sur le thème de l'amélioration de la qualité de vie des populations, a rappelé que la Journée des villes du 8 avril 2019 avait réuni une cinquantaine de maires de 33 États membres de la CEE. Les maires présents à la table ronde étaient convenus de l'importance d'impliquer les autorités locales dans la réalisation des ODD. Des outils s'imposaient pour une meilleure coopération entre les habitants, les pouvoirs publics, le secteur privé, les universités et les médias, ce qui supposait notamment de faire appel à une meilleure utilisation des technologies numériques. La communauté internationale devrait faire davantage pour faciliter l'échange de données d'expérience et l'examen des solutions permettant de relever les principaux défis auxquels se heurtent les ODD dans les zones urbaines. La Journée des villes ou d'autres réunions de la CEE pouvaient offrir de telles plateformes. Les maires jouaient un rôle central dans la préparation des villes à la réduction des émissions, à la neutralité carbone de l'environnement urbain, à la mise en œuvre de solutions climatiques et à l'amélioration de la résilience face aux catastrophes. Il était impératif de réduire le nombre de voitures, d'accroître les espaces verts et les infrastructures vertes, d'ajouter des zones piétonnes, de promouvoir les transports publics et la mobilité partagée, et de renforcer la foresterie urbaine. Des solutions sûres et inclusives s'imposaient pour la sécurité alimentaire, la réduction du gaspillage alimentaire et l'augmentation de la part de l'alimentation bio. La gestion des déchets, l'utilisation de matériaux locaux durables, y compris le bois de construction, et l'interdiction des plastiques étaient des priorités. Il fallait trouver de nouvelles solutions de gestion du logement, telles que des formules locales d'association pour le logement, un marché du logement plus accessible, le recours à des mesures incitatives pour des logements abordables, l'augmentation du nombre de logements locatifs et l'abaissement des impôts pour les résidents

à faible revenu. La Charte de Genève des Nations Unies sur le logement durable et les centres créées sur cette base pouvaient faire la différence dans la région.

M^{me} Ingvild Gundersen Little, rapporteuse de la deuxième table ronde de la Journée des villes sur le thème « Améliorer l'efficacité des opérations, des services et de la compétitivité en milieu urbain », a noté que les maires avaient mis en avant de nombreuses solutions de transport intelligentes pour faciliter la mobilité électrique, notamment par des initiatives de covoiturage, stimuler les transports publics et encourager la mobilité active par la pratique du vélo et de la marche. L'amélioration de la sécurité et la gestion des déplacements des véhicules étaient essentielles pour réduire au minimum l'utilisation de la voiture. Pour être efficaces, les décisions relatives aux infrastructures et aux services devaient faire l'objet de consultations significatives, être axées sur les passagers et adopter une approche intégrée de l'élaboration des politiques aux niveaux local, régional et national. Les outils mis au point à la CEE dans le cadre du Programme paneuropéen sur les transports, la santé et l'environnement pouvaient aider les villes à relever les défis des transports. La deuxième session de la table ronde, consacrée à la planification d'infrastructures et de villes durables, a soulevé des questions liées à la surpopulation et à la congestion routière dans les centres-villes historiques. Différentes initiatives ont été mises en lumière, visant à améliorer les transports et la connectivité durables, notamment par l'amélioration et l'extension des itinéraires piétonniers et cyclables, la création de couloirs d'autobus prioritaires et l'investissement dans les transports publics et les technologies intelligentes, dans le but de réduire la circulation, la pollution et les émissions de carbone dans les villes. Pour que ces investissements soient viables, il fallait limiter l'étalement urbain. Les citoyens devaient également participer au processus de planification et au dialogue entre les parties prenantes. La troisième session de la table ronde portait essentiellement sur les instruments politiques destinés à améliorer l'efficacité des services urbains. Inclure toutes les couches de la société apparaissait comme un passage obligé. L'innovation avait un rôle important à jouer, par exemple dans la mobilité durable et dans les solutions industrielles pour une croissance durable, ainsi que dans la participation des citoyens à la planification urbaine. La numérisation était un moyen d'accroître la participation du public, mais elle supposait une large couverture Internet. Les plans directeurs pouvaient également être un moyen d'élaborer des politiques au niveau de la ville.

Annexe II

Point 3 : Table ronde « Solutions régionales et nationales pour des villes intelligentes et durables et influence des instruments de la Commission économique pour l'Europe »

Résumé des débats établi par le Président

Cette table ronde comprenait quatre débats thématiques, chacun suivi d'un dialogue interactif.

Premier débat : Mesurer les résultats obtenus dans la voie de la transition vers des villes durables et intelligentes

Cette session était animée par M^{me} Kari Aina Eik, Secrétaire générale de l'Organisation pour les relations économiques internationales, Coordinatrice du Programme des villes intelligentes unies et Chef du Centre d'excellence de la CEE sur les villes intelligentes et durables à Vienne. Dans ses observations liminaires, M^{me} Eik a rappelé que la CEE et l'Union internationale des télécommunications (UIT) avaient mis au point des indicateurs clés de performance pour les villes intelligentes et durables afin d'appuyer des politiques urbaines fondées sur des données factuelles et de promouvoir une réalisation plus efficace des objectifs de développement durable au niveau local. Ces indicateurs clés aidaient les villes à évaluer leur performance par rapport aux ODD.

M. Robert Dijksterhuis, Chef de la Division de la politique de l'aménagement du territoire au sein du Ministère néerlandais de l'intérieur et des relations au sein du Royaume, a fait savoir que les indicateurs clés seraient utilisés pour évaluer 40 villes des Pays-Bas, dans le cadre d'une collaboration entre les autorités locales et nationales, le secteur privé, la société civile et d'autres parties prenantes. Une norme uniforme s'imposait pour l'évaluation comparative des politiques, qui s'appliquerait à toutes les municipalités. La coopération entre les villes était nécessaire, de même que la coopération entre les autorités nationales et locales.

M. Bilel Jamoussi, Chef du Département des commissions d'études de l'UIT, a présenté les activités de l'UIT concernant les villes intelligentes et durables. La consultation de toutes les parties prenantes était vitale pour l'élaboration de solutions inclusives. Des technologies telles que l'Internet des objets amélioraient la prise de décisions. Les indicateurs clés étaient utilisés dans 50 villes aux fins de la mise au point de plans directeurs.

M. Dag Olav Tennfjord, maire de Skodje (Norvège), a fait savoir que Skodje entendait utiliser les indicateurs clés pour élaborer un cadre commun de planification et de suivi avec cinq autres municipalités. Les indicateurs clés favorisaient la coopération intersectorielle et le partenariat entre les différents acteurs de la ville. Ils avaient donné des résultats positifs à Skodje, en rendant la planification accessible pour consultation aux diverses parties prenantes.

Le modérateur a résumé les principales leçons à tirer de la table ronde. Les indicateurs clés favorisaient une approche intégrée et coordonnée, de nature à promouvoir des villes intelligentes et durables, en accord avec les ODD. Ils facilitaient la consultation de tous les intervenants, favorisaient la normalisation des rapports et appuyaient la coopération entre municipalités. La capacité des organismes nationaux de statistique à produire des données pour l'établissement de rapports sur les ODD devrait être renforcée, de même que la coopération entre les bureaux de statistique et les organismes chargés de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques. Les gouvernements et les villes de la région devraient évaluer les villes à l'aide des indicateurs clés de performance et soutenir la participation des villes à l'initiative « Tous unis pour des villes intelligentes et durables » et à sa plateforme de solutions.

Au cours du débat qui a suivi, **M. François Di Salvo, Président du Conseil d'administration du Réseau interinstitutions pour les ODD**, s'est dit préoccupé par la question du respect de la confidentialité des informations et a demandé s'il fallait y voir une contre-indication possible des indicateurs clefs. M^{me} Eik a répondu que la mise à jour des indicateurs clefs, qui était en cours, tiendrait compte de cette préoccupation.

Deuxième débat : Vers une économie circulaire – Politiques innovantes pour des villes intelligentes

Cette session était animée par **M. Roland Hunziker, Directeur du Conseil mondial des entreprises pour le développement durable**. Dans son allocution d'ouverture, M. Hunziker a souligné que la transition vers une économie circulaire exigeait une transformation systémique d'un bout à l'autre de chaque chaîne de valeur. Elle pouvait réduire considérablement les flux de matières, les émissions de gaz à effet de serre et la consommation de matières premières. Ce changement pouvait se faire de manière rentable en liant les flux de matières aux résultats de l'entreprise. Les gouvernements pouvaient appuyer cette transition en offrant une vision à long terme, un environnement réglementaire stable et des règles du jeu équitables.

M. Ciprian Lucian-Rosca, Secrétaire d'État au Ministère roumain du développement régional et de l'administration publique, a fait observer que les immeubles consommaient des quantités importantes d'énergie et constituaient une source importante d'émissions de gaz à effet de serre. En conséquence, en accord avec les ODD, la Roumanie s'efforçait de faire en sorte que tous les nouveaux immeubles satisfassent à partir de 2021 aux normes de consommation d'énergie quasi nulle, grâce à un programme de cofinancement pour la rénovation des immeubles collectifs, à des subventions aux particuliers et aux autorités locales pour la construction et la rénovation d'immeubles économes en énergie et à un programme de crédits hypothécaires verts pour le financement de logements certifiés à haut rendement énergétique. Le processus de certification avait bénéficié des directives-cadres de la CEE sur les normes d'efficacité énergétique dans les bâtiments.

M. Marco Grossmann, membre du Conseil d'administration d'Ecoss Consultants, a présenté le projet *Circular Cities Switzerland*, dans le cadre duquel les cinq plus grandes villes de Suisse identifiaient les voies les plus prometteuses pour la transition vers une économie circulaire. Un processus multipartite serait lancé pour élaborer des stratégies et des projets pilotes. La conception, la construction, l'exploitation et la désaffectation des bâtiments constituaient une source importante de déchets urbains, de déchets alimentaires et d'emballages en plastique, responsables d'un volume important d'émissions de gaz à effet de serre. La Suisse devait s'efforcer davantage d'éliminer autant de déchets que possible du système. Cette transition exigerait une volonté politique à tous les niveaux de Gouvernement, le renforcement des capacités des responsables des marchés publics et des entreprises, ainsi que des changements dans les modes de consommation et les modèles commerciaux, y compris le passage de la propriété à la location de propriétés.

M^{me} Marie Yeroyanni, experte principale en villes innovantes à la DG Recherche et innovation de la Commission européenne, a décrit l'approche holistique de l'UE en matière d'innovation pour des villes durables intelligentes. Dans le cadre du programme Horizon 2020, des projets multipartites à grande échelle faisaient la promotion d'innovations sociales, financières, technologiques et culturelles pour relever les défis liés à l'eau, à la résilience, à la circularité et au renouvellement industriel. Les villes seraient également au cœur du nouveau cycle de financement de la recherche et de l'innovation « Horizon Europe » de 2021 à 2027. Ce cycle s'efforcerait de trouver des solutions novatrices en matière de mobilité urbaine, d'énergie propre et de résilience climatique.

Au cours de la discussion qui a suivi, les participants ont souligné qu'il était possible d'utiliser les marchés publics pour trouver des solutions circulaires novatrices. Les entreprises devaient acquérir la capacité de répondre à des appels d'offres en faisant valoir des exigences de circularité. Le Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques a évoqué son action en faveur de l'économie circulaire et de l'innovation dans les villes intelligentes par le biais de politiques et de normes axées sur des technologies avancées. Un nouveau conseil consultatif élaborerait des solutions de

collaboration de nature à favoriser des transactions commerciales efficaces, démocratiques, inclusives et respectueuses de l'environnement.

Le modérateur a résumé quelques-uns des enseignements tirés du débat, notamment le fait que les villes seraient les principaux moteurs de solutions innovantes pour l'économie circulaire, que cela nécessiterait une véritable approche multipartite et de nouveaux modèles économiques, ainsi que des moyens de mesure de l'économie circulaire nouveaux ou améliorés. Les marchés publics pouvaient jouer un rôle clef dans la création de la demande et la récompense de l'innovation. Le renforcement des capacités s'imposait dans les secteurs public et privé pour mieux faire connaître ces possibilités.

Troisième débat : Amélioration de la sécurité routière et transports durables dans les villes

Cette session était animée par **M. Kristof Schockaert, Président du Comité des transports intérieurs (CTI) de la CEE**. Dans ses remarques liminaires, M. Schockaert a noté que le CTI était la seule instance intergouvernementale spécialisée dans tous les modes de transport terrestre et le gardien de 59 conventions relatives au transport terrestre. Il a fait référence à la stratégie récemment adoptée par le CTI jusqu'en 2030, dans laquelle la sécurité routière et la réalisation des ODD étaient présentés comme une pierre angulaire importante, également pertinente dans un contexte urbain.

M^{me} Hornung-Soukup, Présidente du Conseil des Transports Publics Genevois, a donné un aperçu des solutions de mobilité innovantes en cours de développement dans les transports publics genevois, telles que la recharge éclair des bus électriques pour réduire la pollution atmosphérique et sonore, les outils de formation numériques pour les conducteurs de tramways et les cartes de prépaiement pour les personnes ayant des difficultés à utiliser les smartphones, et a souligné leur importance pour faciliter le transfert modal vers les transports publics urbains. Une nouvelle impulsion était également donnée à la promotion des services de transport urbain combiné et multimodal. L'accès aux données ouvertes sur les transports était fondamental pour les entreprises privées qui développent des services de transport.

M. Robert Thaler, Président du Programme paneuropéen sur les transports, la santé et l'environnement (PPE-TSE), a présenté le PPE-TSE comme une plateforme unique réunissant les ministères et autres parties prenantes des trois secteurs. Un certain nombre de projets étaient actuellement en cours, tels que le Plan directeur de promotion du cyclisme, les lignes directrices sur l'écoconduite et un manuel sur l'intégration des politiques de transport et d'aménagement du territoire, directement ciblés sur la qualité de vie. La cinquième Réunion ministérielle de haut niveau sur les transports, la santé et l'environnement, intitulée « Mobilité et transports propres, sûrs et sains : pour la prospérité et le bonheur de nos citoyens », se tiendrait à Vienne en octobre 2019.

M. Ignacio Lafuente, de l'Institut de recherche automobile appliquée (IDIADA), a mis l'accent sur certains problèmes pratiques rencontrés par le Groupe de travail 29 de la CEE sur la réglementation des véhicules et le Groupe de travail 1 sur la sécurité routière. Par exemple, les voitures intelligentes exigeaient une nouvelle approche de l'homologation des véhicules en raison des nombreux scénarios de conduite et des mises à jour fréquentes des logiciels embarqués. L'un des principaux défis était de veiller à ce que les cadres réglementaires nationaux et internationaux emboîtent le pas des innovations technologiques rapides de manière intégrée et coordonnée. Un autre tenait au nombre croissant de véhicules automatisés, qui devraient partager les routes avec le parc automobile actuel pendant de nombreuses années.

Au cours du débat qui a suivi, une corrélation claire a été mise en évidence entre l'infrastructure des transports urbains et la sécurité routière à Genève. Les villes étaient confrontées au défi de créer une infrastructure de transport urbain multimodal qui réponde aux besoins de tous les usagers, y compris les voitures, les transports publics, les piétons et les vélos.

Dans ses conclusions, le modérateur a souligné le besoin d'une coopération intersectorielle et transfrontière accrue. Au niveau de l'industrie, il a noté la nécessité d'une harmonisation accrue des normes en ce qui concerne les solutions de mobilité urbaine tant automatisées que semi-automatisées.

Quatrième débat : Réduction de l'impact environnemental des villes

Cette table ronde était animée par **M^{me} Maia Bitadze, adjointe au maire de Tbilissi et Présidente du Bureau de la Réunion des Parties à la Convention sur l'accès à l'information, la participation au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (Convention d'Aarhus)**. Dans son allocution d'ouverture, elle a souligné que l'urbanisme contemporain devait viser en priorité la réduction de l'impact environnemental de la ville. L'information sur les projets d'urbanisme devait également être partagée d'emblée avec le public afin d'assurer une large participation et un large soutien.

M^{me} Marie-Pierre Meganck, Conseillère Environnement-Transports à la Mission permanente de la France auprès des Nations Unies à Genève, a souligné la nécessité d'une approche intégrée de l'aménagement du territoire pour des villes durables et sûres. Cette approche devrait tenir compte des risques industriels, de la densité de population, de la protection de l'eau, de l'approvisionnement alimentaire, de l'énergie, de la gestion des déchets, des changements climatiques et des interdépendances entre ces questions et les autres questions urbaines. Les instruments de la CEE, en particulier la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels (Convention sur les accidents industriels), la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière et son Protocole relatif à l'évaluation stratégique environnementale, ainsi que la Convention d'Aarhus, pouvaient y contribuer. Tous les acteurs, locaux, nationaux et internationaux, devaient être impliqués dans la gestion collective des risques et la conception de solutions appropriées.

M. Andrei Isac, de l'ONG Eco-Contact, a souligné que l'évaluation environnementale stratégique (EES) permettait d'examiner rapidement les questions environnementales aux niveaux de la planification, des politiques et de la législation. Il a cité le cas d'un projet pilote d'EES sur la planification des infrastructures dans une ville de 33 000 habitants de la République de Moldova, qui avait eu des résultats positifs et exercé une action transformatrice. Les concepteurs du projet avaient cherché d'autres options de développement, notamment un changement d'emplacement du site d'enfouissement et de l'usine de traitement des eaux usées de la ville, et avaient officiellement désigné des zones à protéger. Pour l'intervenant, la participation active de la société civile permettait d'améliorer les résultats et l'acceptation par le public des décisions prises.

M. Jan Zeitler, maire d'Überlingen, a présenté le plan directeur de l'Exposition horticole régionale 2020 comme une approche novatrice de l'urbanisme durable et vert. La nouvelle ceinture de verdure qui traverserait la ville créerait des espaces verts en bordure du lac qui seraient épargnés par les constructions. Des stratégies de circulation innovantes telles que le stationnement décentralisé et les services de navettes avaient été conçues pour accueillir le million de visiteurs attendu, y compris en provenance des pays voisins. Il a estimé que cette expérience mériterait de figurer au rang des meilleures pratiques en matière de planification urbaine durable, y compris dans un contexte transfrontière.

Au cours du débat qui a suivi, le Conseil de l'Europe et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) se sont déclarés intéressés par la poursuite de la coopération avec la CEE sur les villes intelligentes et durables et ont noté l'importance des instruments de la CEE pour une élaboration intégrée des politiques. Le Conseil de l'Europe a souligné la nécessité d'une bonne gouvernance, de la participation du public, d'un engagement actif avec la société civile et le secteur privé et d'une coopération intercommunale et transfrontière.

Dans leurs observations finales, le modérateur et les orateurs ont réaffirmé qu'il importait d'appliquer les instruments juridiques de la CEE, tels que la Convention sur les accidents industriels, la Convention d'Espoo, le Protocole relatif à l'évaluation stratégique environnementale et la Convention d'Aarhus, pour parvenir à des approches intégrées de l'aménagement du territoire et à un processus décisionnel ouvert. L'adoption de telles

approches, ainsi que la mise en place d'institutions et de politiques solides, contribueraient à la réalisation des ODD, en particulier les ODD 11 et 16.

Offrant un point de vue municipal sur certains des principaux points à retenir de la table ronde, M. Teubner a souligné la nécessité d'une approche intégrée du développement durable qui brise l'isolement et ne laisse personne au bord du chemin, en particulier les habitants des petites villes. Les gouvernements devraient s'efforcer d'appuyer la transition vers des villes intelligentes et durables en mobilisant à cet effet des ressources appropriées. La Journée des villes et la soixante-huitième session de la Commission démontraient l'utilité des conventions et des normes de la CEE à l'échelle locale.

Offrant le point de vue du secrétariat, la Secrétaire exécutive a réaffirmé la nécessité de faire participer toutes les parties prenantes. Elle a noté que les indicateurs clefs de performance étaient un outil essentiel pour le suivi des progrès dans la voie des ODD et que les maires avaient exhorté les gouvernements à soutenir leur utilisation et celle de la plateforme de mise en œuvre de l'initiative « Tous unis pour des villes intelligentes et durables ». De nouveaux modèles d'affaires s'imposaient, combinés à la volonté politique, au renforcement des capacités et à la pénétration des techniques numériques. Elle a noté que de nombreuses idées novatrices, des propositions concrètes et des exemples de bonnes pratiques avaient été échangés, qui seraient examinées plus avant sous l'égide de la CEE.

Le Président a fait observer que les villes devaient devenir intelligentes pour atteindre les objectifs de développement durable, d'autant plus que les fonds publics avaient tendance à diminuer.

Annexe III

[Anglais seulement]

**List of meetings of the Commission and its subsidiary bodies
and conventions administered by the ECE secretariat
between 28 April 2017 and 10 April 2019**

<i>Body and officers</i>	<i>Session</i>	<i>Symbol of report</i>
A. The Commission		
Economic Commission for Europe		
Chair:	Mr. J. Karklins (Latvia)	68th session
Vice-Chairs:	Mr. J. Ambrazevich (Belarus) Mr. E. Jay (Switzerland)	9–10 April 2019
		E/2019/37 E/ECE/1488
Executive Committee		
Chair:	Mr. J. Karklins (Latvia)	92nd meeting
Vice-Chairs:	Mr. Y. Ambrazevich (Belarus) Mr. D. Chambovey (Switzerland)	23 June 2017
		93rd meeting 26 September 2017
		94th meeting 6 November 2017
		95th meeting 11 December 2017
		96th meeting 30 January 2018
		97th meeting 19 March 2018
		98th meeting 18 May 2018
		99th meeting 4 July 2018
		100th meeting 21 September 2018
		101st meeting 31 October 2018
		102nd meeting 14 December 2018
Chair:	Mr. J. Karklins (Latvia)	103rd meeting
Vice-Chair:	Mr. Y. Ambrazevich (Belarus)	1 February 2019
		104th meeting 11 March 2019

<i>Body and officers</i>	<i>Session</i>	<i>Symbol of report</i>
Working Group on Ageing		
Chair: Mr. E. Martinho (Portugal)	10th meeting	ECE/WG.1/2017/3
Vice-Chair: Ms. A. Strand (Norway)	23–24 November 2017	
	11th meeting	ECE/WG.1/2018/2
	19–20 November 2018	

International Conference on Population and Development

Chair: Ms. D. Kostadinova (Bulgaria) 1–2 October 2018 ECE/AC.32/2018

B. Meetings held under the auspices of the Commission

Steering Committee of the Transport, Health and Environment
Pan-European Programme (THE PEP)

Chair: Mr. V. Donchenko (Russian Federation)	15th session	ECE/AC.21/SC/2017/2
Vice-Chairs: Mr. R. Thaler (Austria)	6–8 November 2017	EUPCR1612201/4.1/SC15/2
Mr. I. Salaru (Republic of Moldova)		
Chair: Mr. R. Thaler (Austria)	16th session	ECE/AC.21/SC/2018/2
Vice-Chairs: Ms. V. Ronning (Norway)	12–14 December 2018	EUPCR1814179/2.1/SC16/2
Mr. V. Donchenko (Russian Federation)		

Regional Forum on Sustainable Development for the UNECE
Region

Chair: Mr. M. Gerber (Switzerland)	1–2 March 2018	ECE/RFSD/2018/2
Chair: Ms. O. Manastirliu (Albania)	21–22 March 2019	ECE/RFSD/2019/2

C. Meetings of the sectoral committees and other meetings held under their auspices

Committee on Environmental Policy

Chair: Ms. E. Quintas da Silva (Portugal)	23rd session	ECE/CEP/ /2017/5
Vice-Chairs: Ms. M. Philipuyuk (Belarus)	14–17 November 2017	
Ms. M.-C. Delvaux (Belgium)		
Mr. L. Pokorný (Czechia)		
Mr. N. Fairise (France)		
Ms. N. Tkhilava (Georgia)		
Ms. A. L. Shalabekova (Kazakhstan)		
Ms. M. Nagornii (Republic of Moldova)		
Mr. V. Ivlev (Russian Federation)		
Ms. G. Petkovic (Serbia)		
Ms. M. Rohn-Brossard (Switzerland)		
Mr. A. Mayer (United States)		
	24th session	ECE/CEP/S/2019/2
	29–31 January 2019	

Joint Task Force on Environmental Statistics and Indicators
(organized jointly with the Conference of European
Statisticians)

Chair: Ms. A. Yepbayeva (Kazakhstan)	13th session	ECE/CEP-CES/GE.1/2017/2
Vice-Chair: Ms. N. Shashlova (Russian Federation)	29–30 June 2017	

<i>Body and officers</i>	<i>Session</i>	<i>Symbol of report</i>
	14th session 2–3 October 2017	ECE/CEP-CES/GE.1/2017/6
	15th session 25–26 October 2018	ECE/CEP-CES/GE.1/2018/2
Working Group on Environmental Monitoring and Assessment		
Chair:	Ms. K. Nikolovska (North Macedonia)	19th session
Vice-Chairs:	Ms. M. Javakishvili (Georgia) Mr. Y. Tsaturov (Russian Federation)	27–28 June 2017
	20th session 3–4 September 2018	ECE/CEP/AC.10/2018/2
Steering Committee on Education for Sustainable Development		
Chair:	Ms. A. Zachariou (Cyprus)	13th session
Vice-Chair:	Ms. J. Duishenova (Kyrgyzstan)	3–4 May 2018
Inland Transport Committee		
Chair:	Mr. J. Kleniewski (Poland)	80th session
Vice-Chairs:	Ms. I. Paillet (France) Mr. S. Andreev (Russian Federation)	20–23 February 2018
Chair:	Mr. K. Schockaert (Belgium)	81st session
Vice-Chairs:	Ms. M.-P. Meganck (France) Mr. J. Kleniewski (Poland) Ms. M. M. Grigore (Romania) Mr. S. Andreev (Russian Federation)	19–22 February 2019
Working Party on Road Traffic Safety		
Chair:	Ms. L. Iorio (Italy)	75th session
Vice-Chairs:	Mr. J. Valmain (France) Mr. D. Mitroshin (Russian Federation)	19–22 September 2017
Global Forum for Road Traffic Safety		
Chair:	Ms. L. Iorio (Italy)	Special session
Vice-Chairs:	Mr. J. Valmain (France) Mr. D. Mitroshin (Russian Federation)	6–7 December 2017
	76th session 19–23 March 2018	ECE/TRANS/WP.1/163
	Special session 3–4 May 2018	ECE/TRANS/WP.1/S/165
	77th session 18–21 September 2018	ECE/TRANS/WP.1/165
	78th session 25–29 March 2019	ECE/TRANS/WP.1/167
Group of Experts on Road Signs and Signals		
Chair:	Mr. K. Hofman (Belgium)	11th session
	29–30 May 2017	ECE/TRANS/WP.1/GE.2/22

<i>Body and officers</i>	<i>Session</i>	<i>Symbol of report</i>
	12th session 30–31 August 2017	ECE/TRANS/WP.1/GE.2/24
	13th session 21–22 November 2017	ECE/TRANS/WP.1/GE.2/26
	14th session 15–16 February 2018	ECE/TRANS/WP.1/GE.2/28
	15th session 31 May-1 June 2018	ECE/TRANS/WP.1/GE.2/30
	16th session 4–5 September 2018	ECE/TRANS/WP.1/GE.2/32
	17th session 22–23 November 2018	ECE/TRANS/WP.1/GE.2/35
	18th session 7–8 February 2019	ECE/TRANS/WP.1/GE.2/36
Working Party on Transport Trends and Economics		
Chair:	Ms. I. Dettbarn (Germany)	30th session
Vice-Chair:	Ms. A. Kirillova (Russian Federation)	4–6 September 2017
Chair:	Ms. I. Dettbarn (Germany)	31st session
Vice-Chair:	Mr. S. Andreev (Russian Federation)	3–5 September 2018
Group of Experts on Euro-Asian Transport Links		
Chair:	Ms. A. Kirillova (Russian Federation)	16th session 16–17 May 2017
Group of Experts on Climate Change Impacts and Adaptation For Transport Networks and Nodes		
Chair:	Mr. J. Kleniewski (Poland)	13th session
Vice-Chair:	Mr. A. Leuxe (France)	22–23 June 2017
	14th session 7–8 June 2018	ECE/TRANS/WP.5/GE.3/28
	15th session 18–19 December 2018	ECE/TRANS/WP.5/GE.3/30
Chair:	Mr. J. Kleniewski (Poland)	16th session
Vice-Chair:	Mr. P. De Wildt (Netherlands)	29–30 January 2019
Group of Experts on Benchmarking Transport Infrastructure Construction Costs		
Chair:	Mr. A. Maciejewski (Poland)	3rd session
Vice-Chair:	Ms. L. Ünal (Turkey)	10–11 July 2017
	4th session 16–17 October 2017	ECE/TRANS/WP.5/GE.4/8
	5th session 30–31 January 2018	ECE/TRANS/WP.5/GE.4/10

<i>Body and officers</i>	<i>Session</i>	<i>Symbol of report</i>
	6th session 1–2 May 2018	ECE/TRANS/WP.5/GE.4/12
	7th session 28 June 2018	ECE/TRANS/WP.5/GE.4/14
Working Party on Transport Statistics		
Chair: Ms. O. Kastlova (Czechia)	67th session	ECE/TRANS/WP.6/173
Vice-Chair: Mr. P. Smeets (Netherlands)	7–9 June 2017	
	68th session 12–14 June 2018	ECE/TRANS/WP.6/175
Working Party on the Transport of Perishable Foodstuffs		
Chair: Mr. T. Nobre (Portugal)	73rd session	ECE/TRANS/WP.11/237
Vice-Chairs: Mr. E. Devin (France) Mr. K. de Putter (Netherlands)	10–13 October 2017	
Chair: Mr. T. Nobre (Portugal)	74th session	ECE/TRANS/WP.11/239
Vice-Chair: Mr. K. de Putter (Netherlands)	8–12 October 2018	
Working Party on the Transport of Dangerous Goods		
Chair: Mr. J. A. Franco (Portugal)	102nd session	ECE/TRANS/WP.15/237
Vice-Chair: Ms. A. Roumier (France)	8–12 May 2017	
	103rd session 6–10 November 2017	ECE/TRANS/WP.15/239
	104th session 14–18 May 2018	ECE/TRANS/WP.15/242
	105th session 6–9 November 2018	ECE/TRANS/WP.15/244
Joint Meeting of the RID Safety Committee and the Working Party on the Transport of Dangerous Goods		
Chair: Mr. C. Pfauvadel (France)	19–29 September 2017	ECE/TRANS/WP.15/AC.1/148
Vice-Chair: Mr. H. Rein (Germany)	12–16 March 2018	ECE/TRANS/WP.15/AC.1/150
	17–21 September 2018	ECE/TRANS/WP.15/AC.1/152
Chair: Mr. C. Pfauvadel (France)	18–22 March 2019	ECE/TRANS/WP.15/AC.1/154
Vice-Chair: Ms. S. Garcia Wolfrum (Spain)		
Joint Meeting of Experts on the Regulations annexed to the European Agreement concerning the International Carriage of Dangerous Goods by Inland Waterways (ADN) (and Safety Committee)		
Chair: Mr. H. Rein (Germany)	31st session	ECE/TRANS/WP.15/AC.2/64
Vice-Chair: Mr. B. Birkhuber (Austria)	28–31 August 2017	
Chair: Mr. H. Rein (Germany)	32nd session	ECE/TRANS/WP.15/AC.2/66
Vice-Chairs: Mr. B. Birkhuber (Austria) Mr. H. Langenberg (Netherlands)	22–26 January 2018	

<i>Body and officers</i>	<i>Session</i>	<i>Symbol of report</i>
	33rd session 27–31 August 2018	ECE/TRANS/WP.15/AC.2/68
Chair: Mr. H. Langenberg (Netherlands) Vice-Chair: Mr. B. Birkhuber (Austria)	34th session 21–25 January 2019	ECE/TRANS/WP.15/AC.2/70
Administrative Committee of the European Agreement concerning the International Carriage of Dangerous Goods by Inland Waterways (ADN)		
Chair: Mr. H. Rein (Germany) Vice-Chair: Mr. B. Birkhuber (Austria)	19th session 31 August 2017	ECE/ADN/42
	20th session 26 January 2018	ECE/ADN/44
	21st session 31 August 2018	ECE/ADN/46
Chair: Mr. H. Langenberg (Netherlands) Vice-Chair: Mr. B. Birkhuber (Austria)	22nd session 25 January 2019	ECE/ADN/49
Working Party on Intermodal Transport and Logistics		
Chair: Mr. I. Isik (Turkey) Vice-Chair: Mr. M. Costa (Italy)	60th session 23–24 November 2017	ECE/TRANS/WP.24/141
Chair: Mr. M. Costa (Italy)	61st session 28–30 November 2018	ECE/TRANS/WP.24/143
World Forum for Harmonization of Vehicle Regulations (WP.29)		
Chair: Mr. A. Erario (Italy) Vice-Chair: Mr. B. Kisulenko (Russian Federation)	172nd session 20–23 June 2017	ECE/TRANS/WP.29/1131
	173rd session 14–17 November 2017	ECE/TRANS/WP.29/1135
	174th session 13–16 March 2018	ECE/TRANS/WP.29/1137
	175th session 19–22 June 2018	ECE/TRANS/WP.29/1139
	176th session 13–16 November 2018	ECE/TRANS/WP.29/1142
Chairs: Mr. B. Kisulenko (Russian Federation) Vice-Chair: Mr. A. Erario (Italy)	177th session 12–15 March 2019	ECE/TRANS/WP.29/1145
Working Party on Noise (GRB)		
Chair: Mr. S. Ficheux (France) Vice-Chair: Mr. A. Bocharov (Russian Federation)	66th session 4–6 September 2017	ECE/TRANS/WP.29/GRB/64
	67th session 24–26 January 2018	ECE/TRANS/WP.29/GRB/65
	68th session 12–14 September 2018	ECE/TRANS/WP.29/GRB/66

<i>Body and officers</i>	<i>Session</i>	<i>Symbol of report</i>
	69th session 22–25 January 2019	ECE/TRANS/WP.29/GRB/67
Working Party on Lighting and Light-signalling (GRE)		
Chair: Mr. M. Loccufier (Belgium)	78th session	ECE/TRANS/WP.29/GRE/78
Vice-Chair: Mr. D. Rovers (Netherlands)	24–27 October 2017	
	79th session 24–27 April 2018	ECE/TRANS/WP.29/GRE/79
	80th session 23–26 October 2018	ECE/TRANS/WP.29/GRE/80
Working Party on Pollution and Energy (GRPE)		
Chair: Mr. A. Rijnders (Netherlands)	75th session 6–9 June 2017	ECE/TRANS/WP.29/GRPE/75
	76th session 9–12 January 2018	ECE/TRANS/WP.29/GRPE/76
	77th session 6–8 June 2018	ECE/TRANS/WP.29/GRPE/77
	78th session 8–11 January 2019	ECE/TRANS/WP.29/GRPE/78
Working Party on Brakes and Running Gear (GRRF)		
Chair: Mr. B. Frost (United Kingdom)	84th session	ECE/TRANS/WP.29/GRRF/84
Vice-Chair: Mr. H. Morimoto (Japan)	19–22 September 2017	
	85th session 11 December 2017	ECE/TRANS/WP.29/GRRF/85
	86th session 12–16 February 2018	ECE/TRANS/WP.29/GRRF/86
Working Party on Automated/Autonomous and Connected Vehicles (GRVA)		
Chair: Mr. B. Frost (United Kingdom)	1st session 25–28 September 2018	ECE/TRANS/WP.29/GRVA/1
Chair: Mr. B. Frost (United Kingdom)	2nd session	ECE/TRANS/WP.29/GRVA/2
Vice-Chairs: Ms. C. Chen (China) Mr. T. Onoda (Japan)	28 January-1 February 2019	
Working Party on General Safety Provisions (GRSG)		
Chair: Mr. A. Erario (Italy)	113th session	ECE/TRANS/WP.29/GRSG/92
Vice-Chair: Mr. K. Hendershot (Canada)	10–13 October 2017	
	114th session 9–13 April 2018	ECE/TRANS/WP.29/GRSG/93
	115th session 9–12 October 2018	ECE/TRANS/WP.29/GRSG/94

<i>Body and officers</i>	<i>Session</i>	<i>Symbol of report</i>
	116th session 8–12 April 2019	ECE/TRANS/WP.29/GRSG/95
Working Party on Passive Safety (GRSP)		
Chairs:	Mr. N. Nguyen (United States) Mr. J.W. Lee (Republic of Korea)	61st session 8–12 May 2017
	62nd session 12–15 December 2017	ECE/TRANS/WP.29/GRSP/62
	63rd session 14–18 May 2018	ECE/TRANS/WP.29/GRSP/63
	64th session 11–14 December 2018	ECE/TRANS/WP.29/GRSP/64
Working Party on Customs Questions affecting Transport		
Chair:	Mr. R. Kristiansson (Sweden)	146th session
Vice-Chair:	Mr. O. Fedorov (Ukraine)	13–16 June 2017
	147th session 10–13 October 2017	ECE/TRANS/WP.30/294
Chair:	Mr. R. Kristiansson (Sweden)	148th session 6–9 February 2018
	149th session 12–14 June 2018	ECE/TRANS/WP.30/298
Chair:	Mr. R. Kristiansson (Sweden)	150th session
Vice-Chair:	Mr. O. Fedorov (Ukraine)	16–19 October 2018
	151st session 5–8 February 2019	ECE/TRANS/WP.30/302
Administrative Committee for the TIR Convention 1975		
Chair:	Mr. H. Mayer (Austria)	66th session
Vice-Chair:	Mr. F. Valiyev (Azerbaijan)	12 October 2017
Chair:	Mr. F. Valiyev (Azerbaijan)	67th session 8 February 2018
	67th session 18 October 2018	ECE/TRANS/WP.30/AC.2/139
Chair:	Ms. V. Raun Bøg (Denmark)	68th session 7 February 2019
Group of Experts on Legal Aspects of the Computerization of the TIR Procedure		
Chair:	Mr. Marco Ciampi (Italy)	4th session 16–17 May 2017
	5th session 30–31 October 2017	ECE/TRANS/WP.30/GE.2/10

<i>Body and officers</i>	<i>Session</i>	<i>Symbol of report</i>
Informal Ad Hoc Expert Group on the Conceptual and Technical Aspects of Computerization of the TIR Procedure		
Chair: Ms. K. Markó (Hungary)	26th session	ECE/TRANS/WP.30/2017 /22
Vice-Chair: Mr. H. Greven (Netherlands)	18–19 May 2017	
	27th session	ECE/TRANS/WP.30/2018 /10
	4–5 December 2017	
Chair: Mr. H. Greven (Netherlands)	28th session	ECE/TRANS/WP.30/2018 /22
	28–29 June 2018	
Working Party on Road Transport		
Chair: Mr. R. Symonenko (Ukraine)	112th session	ECE/TRANS/SC.1/408
Vice-Chair: Mr. K. Lewczak (Poland)	17–18 October 2017	
	Special session	ECE/TRANS/SC.1/S/398
	4–6 April 2018	
Chair: Mr. R. Symonenko (Ukraine)	113th session	ECE/TRANS/SC.1/S/410
Vice-Chair: Mr. K. Lewczak (Poland)	16–18 October 2018	
Group of Experts on European Agreement concerning Work of Crews of Vehicles Engaged in International Road Transport (AETR)		
Chair: Mr. R. Symonenko (Ukraine)	15th session	ECE/TRANS/SC.1/GE.21/37
	12 June 2017	
	16th session	ECE/TRANS/SC.1/GE.21/39
	16 October 2017	
	17th session	ECE/TRANS/SC.1/GE.21/41
	19 February 2018	
Chair: Mr. R. Symonenko (Ukraine)	18th session	ECE/TRANS/SC.1/GE.21/43
Vice-Chair: Mr. R. Isgandarov (Azerbaijan)	4 June 2018	
Chair: Mr. R. Symonenko (Ukraine)	19th session	ECE/TRANS/SC.1/GE.21/45
	15 October 2018	
	20th session	ECE/TRANS/SC.1/GE.21/47
	18 February 2019	
Working Party on Rail Transport		
Chair: Mr. K. Kulesza (Poland)	71st session	ECE/TRANS/SC.2/228
Vice-Chairs: Mr. A. Rom (Israel)	27–29 November 2017	
	Mr. H. Groot (Netherlands)	
	72nd session	ECE/TRANS/SC.2/230
	21–23 November 2018	
Group of Experts towards Unified Railway Law		
Chair: Mr. A. Druzhinin (Russian Federation)	15th session	ECE/TRANS/SC.2/GEURL/2017/2
	22–24 May 2017	
Chair: Mr. K. Kulesza (Poland)	16th session	ECE/TRANS/SC.2/GEURL/2017/4
	1–3 November 2017	

<i>Body and officers</i>		<i>Session</i>	<i>Symbol of report</i>
Chair:	Mr. A. Druzhinin (Russian Federation)	17th session	ECE/TRANS/SC.2/GEURL/2018/2
Vice-Chair:	Ms. M. Urbańska (Poland)	9–11 July 2018	
		18th session 29–31 October 2018	ECE/TRANS/SC.2/GEURL/2018/5
Chair:	Mr. A. Druzhinin (Russian Federation)	19th session 2–4 April 2019	ECE/TRANS/SC.2/GEURL/2019/2
Working Party on Inland Water Transport			
Chair:	Mr. B. Van Acker (Belgium)	61st session 4–6 October 2017	ECE/TRANS/SC.3/205
		62nd session 3–5 October 2018	ECE/TRANS/SC.3/207
Working Party on the Standardization of Technical and Safety Requirements in Inland Navigation			
Chair:	Mr. I. Ignatov (Bulgaria)	51st session 14–16 June 2017	ECE/TRANS/SC.3/WP.3/102
		52nd session 14–16 February 2018	ECE/TRANS/SC.3/WP.3/104
		53rd session 27–29 June 2018	ECE/TRANS/SC.3/WP.3/106
		54th session 13–15 February 2019	ECE/TRANS/SC.3/WP.3/108
Conference of European Statisticians			
Chair:	Ms. M. Bruun (Finland)	65th plenary session	ECE/CES/93
Vice-Chairs:	Mr. S. Mnatsakanyan (Armenia) Mr. K. Pesendorfer (Austria) Mr. A. Arora (Canada) Mr. M. Kristof (Croatia) Mr. J. Santaella (Mexico) Ms. L. MacPherson (New Zealand) Mr. J. Pullinger (United Kingdom)	19–21 June 2017	
		66th plenary session 18–20 June 2018	ECE/CES/95
Joint Task Force on Environmental Statistics and Indicators (organized jointly with the Committee on Environmental Policy)			
Chair:	Ms. A. Yepbayeva (Kazakhstan)	13th session 29–30 June 2017	ECE/CEP-CES/GE.1/2017/2
		14th session 2–3 October 2017	ECE/CEP-CES/GE.1/2017/6
		15th session 25–26 October 2018	ECE/CEP-CES/GE.1/2018/2

<i>Body and officers</i>	<i>Session</i>	<i>Symbol of report</i>
Group of Experts on Business Registers		
Chair: Ms. L. Ryan (Australia)	15th session 27–29 September 2017	ECE/CES/GE.42/2017/2
Group of Experts on National Accounts		
Chair: Mr. J. Tebrake (Canada)	31 May-2 June 2017	ECE/CES/GE.20/2017/2
	22–25 May 2018	ECE/CES/GE.20/2018/2
Group of Experts on Population and Housing Censuses		
Chair: Mr. M. Hamel (Canada)	4–6 October 2017 26–28 September 2018	ECE/CES/GE.41/2017/2 ECE/CES/GE.41/2018/2
Group of Experts on Consumer Price Indices		
Chair: Mr. J. Tucker (United Kingdom)	14th session 7–9 May 2018	ECE/CES/GE.22/2018/2
Steering Committee on Trade Capacity and Standards		
Chair: Mr. O. Calmac, (Republic of Moldova)	4th session	ECE/CTCS/2018/2
Vice-Chairs: Mr. D. Fomchenko (Belarus) Mr. D. Mukashev (Kyrgyzstan)	3–4 May 2018	
Centre for Trade Facilitation and Electronic Business (UN/CEFACT)		
Chair: Ms. S. Probert (United Kingdom)	24th session	ECE/TRADE/C/CEFACT/2018/2
Vice-Chairs: Mr. I. Watt (Australia) Mr. T. Khan (India) Mr. R. Fantetti (Italy) Mr. H. Jan van Burg (Netherlands) Ms. E. Igwe (Nigeria) Mr. A. Grangård (Sweden)	30 April-1 May 2018	
	25th session 8–9 April 2019	ECE/TRADE/C/CEFACT/2019/2
Team of Specialists on Sustainable Fisheries		
Chair: Mr. F. van Diepen (Netherlands)	1st session 29–30 January 2018	ECE/TRADE/C/CEFACT/2018/21
	2nd session 31 January-1 February 2019	ECE/TRADE/C/CEFACT/2019/INF.5
Advisory Group on the United Nations Code for Trade and Transport Locations (UN/LOCODE)		
Chair: Ms. S. Probert (United Kingdom)	1st session 30 November-1 December 2017	ECE/TRADE/C/CEFACT/2018/20
	2nd session 18–19 October 2018	ECE/TRADE/C/CEFACT/2019/23

<i>Body and officers</i>	<i>Session</i>	<i>Symbol of report</i>
Working Party on Regulatory Cooperation and Standardization Policies (WP.6)		
Chair: Ms. M. Stoldt (Germany)	27th session	ECE/CTCS/WP.6/2017/2
Vice-Chairs: Mr. V. Koreshkov (Belarus) Mr. M. Chloupek (Czechia) Ms. H. Lund (Sweden)	28–30 November 2017	
Chair: Ms. M. Stoldt (Germany)	28th session	ECE/CTCS/WP.6/2018/2
Vice-Chairs: Mr. V. Koreshkov (Belarus) Mr. M. Chloupek (Czechia)	14–16 November 2018	
Working Party on Agricultural Quality Standards		
Chair: Ms. A. Sudol (Poland)	73rd session	ECE/TRADE/C/WP.7/2017/2
Vice-Chair: Ms. I. Van Dijl (Netherlands)	7–8 November 2017	
Chair: Ms. A. Sudol (Poland)	74th session	ECE/TRADE/C/WP.7/2018/2
Vice-Chair: Mr. G. Lambrechts (Belgium)	12–14 November 2018	
Meeting of Specialized Section on Standardization of Fresh Fruit and Vegetables		
Chair: Ms. U. Bickelmann (Germany)	65th session	ECE/CTCS/WP.7/GE.1/2017/2
Vice-Chair: Ms. K. Mattsson (Sweden)	2–5 May 2017	
Chair: Ms. U. Bickelmann (Germany)	66th session	ECE/CTCS/WP.7/GE.1/2018/2
Vice-Chair: Mr. C. Julius (South Africa)	30 April–2 May 2018	
Meeting of Specialized Section on Standardization of Dry and Dried Produce		
Chair: Mr. D. LaFond (United States)	64th session	ECE/TRADE/C/WP.7/GE.2/2017/2
	5–7 July 2017	
Chair: Mr. D. LaFond (United States)	65th session	ECE/CTCS/WP.7/GE.2/2018/2
Vice-Chairs: Mr. U. Aslanov (Tajikistan) Ms. A. Uluhan (Turkey)	25–27 June 2018	
Meeting of Specialized Section on Standardization of Meat		
Chair: Mr. I. King (Australia)	26th session	ECE/CTCS/WP.7/GE.11/2017/2
Vice-Chair: Mr. B. Gwartney (United States)	6 November 2017	
	27th session	ECE/CTCS/WP.7/GE.11/2018/2
	2–4 July 2018	
Meeting of Specialized Section on Standardization of Seed Potatoes		
Chair: Mr. J. Kerr (United Kingdom)	45th session	ECE/TRADE/C/WP.7/GE.6/2018/2
Vice-Chairs: Mr. N. Crump (Australia) Ms. H. Kortemaa (Finland)	19–21 March 2018	
Chair: Ms. H. Kortemaa (Finland)	46th session	ECE/TRADE/C/WP.7/GE.6/2019/2
Vice-Chairs: Mr. N. Crump (Australia) Ms. N. Zidack (United States)	18–20 March 2019	

Body and officers

Session

Symbol of report

Committee on Sustainable Energy

Chair:	Mr. J. Keinhorst (Germany)	26th session	ECE/ENERGY/113
Vice-Chairs:	Mr. N. Ramazanov (Azerbaijan, GERE)	26–28 September 2017	
	Mr. A. Softic (Bosnia and Herzegovina)		
	Mr. D. MacDonald (EGRM)		
	Mr. B. Worthington (GECEP)		
	Mr. R. Pilcher (GECMM)		
	Mr. A. Dukovski (GEEE)		
	Mr. F. de la Flor Garcia (GEG)		
	Mr. R. Adam (Israel)		
	Mr. S. Garribba (Italy)		
	Mr. R. Zhampiissov (Kazakhstan)		
	Mr. H. Schwarz (Poland)		
	Mr. T. Aliev (Russian Federation)		
	Mr. J.-C. Füeg (Switzerland)		
	Ms. N. Boyko (Ukraine)		
	Mr. J. Daniels (United States)		

Chair:	Mr. J. Keinhorst (Germany)	27th session	ECE/ENERGY/119
Vice-Chairs:	Mr. N. Ramazanov (Azerbaijan, GERE)	26–27 September 2018	
	Mr. A. Softic (Bosnia and Herzegovina)		
	Mr. D. MacDonald (EGRC)		
	Mr. B. Worthington (GECEP)		
	Mr. R. Pilcher (GECMM)		
	Mr. A. Dukovski (GEEE)		
	Mr. F. de la Flor Garcia (GEG)		
	Ms. N. Enukidze (Georgia)		
	Mr. R. Adam (Israel)		
	Mr. S. Garribba (Italy)		
	Mr. T. Karashev (Kazakhstan)		
	Mr. H. Schwarz (Poland)		
	Mr. T. Aliev (Russian Federation)		
	Ms. J. Simovic (Serbia)		
	Mr. J.-C. Füeg (Switzerland)		
	Mr. N. Boyko (Ukraine)		
	Mr. J. Daniels (United States)		

Expert Group on Resource Classification

Chairs:	Mr. D. MacDonald (United States)	8th session	ECE/ENERGY/GE.3/2017/2
1st Vice-Chair:	Mr. I. Shpurov (Russian Federation)	25–28 April 2017	
Vice-Chairs:	Mr. A. Surinkum (CCOP)		
	Mr. R. Dixon (CRIRSCO)		
	Ms. A. Auffret (EC D.G. GROW)		
	Mr. D. Trotman (EY)		
	Mr. D. Elliott (Geosgil Consulting Ltd)		
	Ms. A. Hanly (IAEA)		
	Mr. N. Verma (India)		
	Mr. F. Birol (International Energy Agency)		
	Mr. M. Lynch-Bell (KAZ Minerals Plc)		
	Mr. T. Arisekola (Nigeria)		
	Ms. K. Ask (Norway)		
	Mr. K. R. Knudsen (Norway)		
	Mr. J. Ross (Ross Petroleum Ltd)		
	Mr. R. Vukas (Serbia)		
	Mr. B. Seiller (SPE)		
	Mr. D. Salacz (SPEE)		
	Mr. U. Kral (Technical University of Vienna)		

<i>Body and officers</i>	<i>Session</i>	<i>Symbol of report</i>
Ms. M. Ersoy (Turkey) Mr. B. Van Gosen (United States)		
Chair: Mr. D. MacDonald (United States) 1st Vice-Chair: Mr. I. Shpurov (Russian Federation) Vice-Chairs: Mr. F. Mugyeni (AUC) Ms. N. Farajullayeva (Azerbaijan) Mr. A. Surinkum (CCOP) Mr. R. Dixon (CRIRSCO) Mr. M. Grohol (EC D.G. GROWTH) Mr. M. Neumann (EFG) Mr. Z. Horváth (EGS) Ms. A. Hanly (IAEA) Mr. F. Birol (IEA) Ms. G. Falcone (IGA) Mr. H. Allaboun (Jordan) Mr. T. Arisekola (Nigeria) Mr. K. Reidar Knudsen (Norway) Mr. R. Sarudiansky (OLAMI) Mr. H. Schwarz (Poland), Mr. R. Vukas (Serbia) Mr. B. Seiller (SPE) Ms. E. Ingvald (Sweden) Mr. A. Jones (Technical Advisory Group) Ms. M. Ersoy (Turkey) Mr. B. Van Gosen (United States)	9th session 24–27 April 2018	ECE/ENERGY/GE.3/2018/2
Group of Experts on Coal Mine Methane		
Chair: Mr. R. Pilcher (United States) Vice-Chairs: Mr. C. Talkington (Advanced Resources International, Inc) Mr. Y. Bobrov (Association of Donbass Mining Towns) Mr. M. Hahn (ILO) Mr. S. Baimukhametov (Kazakhstan) Mr. J. Skiba (Poland) Mr. S. Shumkov (Russian Federation) Mr. M. Savic (Serbia) Mr. D. Creedy (Sindicatum Carbon Capital) Mr. I. Yashchenko (Ukraine) Mr. O. Karacan (United States) Ms. F. Ruiz (United States)	12th session 24–25 October 2017	ECE/ENERGY/GE.4/2017/2
Chair: Mr. R. Pilcher (United States) Vice-Chairs: Mr. C. Talkington (Advanced Resources International, Inc) Mr. Y. Bobrov (Association of Donbass Mining Towns) Mr. C. Backhaus (A-TEC Anlagentechnik GmbH) Mr. N. Butler (HEL-EAST Ltd) Mr. M. G. Hahn (ILO) Mr. S. Baimukhametov (Kazakhstan) Mr. Z. Jin (People’s Republic of China) Mr. J. Skiba (Poland) Mr. S. Shumkov (Russian Federation) Mr. M. Savic (Serbia)	13th session 24–25 September 2018	ECE/ENERGY/GE.4/2018/2

<i>Body and officers</i>	<i>Session</i>	<i>Symbol of report</i>
<p>Mr. D. Creedy (Sindicatum Carbon Capital) Mr. I. Yashchenko (Ukraine) Mr. O. Karacan (United States) Ms. F. Ruiz (United States)</p> <p>Group of Experts on Cleaner Electricity Production from Fossil Fuels</p>		
<p>Chair: Mr. B. K. Worthington (United States) Vice-Chairs: Mr. V. Budinsky (Czechia) Mr. S. Katyshev (Kazakhstan) Mr. L. Kurczabinski (Poland) Mr. S. Shumkov (Russian Federation) Mr. A. Puljevic (Serbia) Ms. M. Ersoy (Turkey) Mr. B. Griadushchyi (Ukraine) Mr. J. Gibbins (United Kingdom)</p>	<p>13th session 26–27 October 2017</p>	ECE/ENERGY/GE.5/2017/2
<p>Chair: Mr. B. K. Worthington (United States) Vice-Chairs: Mr. V. Budinsky (Czechia) Mr. F. Ferranti (Italy) Mr. S. Katyshev (Kazakhstan) Mr. L. Kurczabinski (Poland) Mr. S. Shumkov (Russian Federation) Mr. A. Puljević (Serbia) Ms. M. Ersoy (Turkey) Mr. B. Griadushchyi (Ukraine) Mr. J. Gibbins (United Kingdom)</p>	<p>14th session 28 September 2018</p>	ECE/ENERGY/GE.5/2018/2
<p>Group of Experts on Gas</p>		
<p>Chair: Mr. F. de la Flor Garcia (Spain) Vice-Chairs: Mr. H. Abasov (Azerbaijan) Mr. O. Huseynov (Azerbaijan) Mr. B. Maksijan (Croatia) Mr. U. Wetzel (Germany) Mr. R. Jesus Huarte Lazaro (International Gas Union) Mr. T. Indrebø (Norway) Mr. L. Kroplewski (Poland) Mr. A. Karasevich (Russian Federation) Mr. D. Hooper (United States)</p>	<p>5th session 22–23 March 2018</p>	ECE/ENERGY/GE.8/2018/2
<p>Chair: Mr. F. de la Flor Garcia (Spain) Vice-Chairs: Mr. H. Abasov (Azerbaijan) Mr. O. Huseynov (Azerbaijan) Mr. B. Maksijan (Croatia) Mr. R. J. Huarte Lazaro (International Gas Union) Mr. T. Indrebø (Norway) Mr. A. Karasevich (Russian Federation) Mr. D. Shvedov (Russian Federation)</p>	<p>6th session 25–26 March 2019</p>	ECE/ENERGY/GE.8/2019/2
<p>Group of Experts on Energy Efficiency</p>		
<p>Chair: Mr. A. Dukovski (North Macedonia) Vice-Chairs: Mr. S. Israyilov (Azerbaijan) Mr. A. Miniankou (Belarus) Mr. H. Mac Nulty (BG Consulting Engineers)</p>	<p>4th session 31 October-1 November 2017</p>	ECE/ENERGY/GE.6/2017/7

<i>Body and officers</i>	<i>Session</i>	<i>Symbol of report</i>
<p>Ms. B. Trivanovic (Bosnia and Herzegovina) Ms. M. Gabriela Soares de Menezes Prata Dias (Copenhagen Centre on Energy Efficiency) Mr. Z. Pavičić (Croatia) Mr. S. M. Buettner (EEP - Institute for Energy Efficiency in Production) Ms. N. Jamburia (Georgia) Mr. C. Noll (Germany) Mr. B. Lebot (IPEEC) Mr. B. Schulze Darup (Joint Task Force on Energy Efficiency Standards in Buildings) Mr. M. Nokkala (Joint Task Force on Energy Efficiency Standards in Buildings) Ms. A. Solujic (Serbia) Mr. V. Pysarenko (Ukraine) Mr. M. K. Patel (University of Geneva)</p>		
<p>Chair: Mr. A. Dukovski (Macedonian Center for Energy Efficiency)</p>	<p>5th session 13–15 November 2018</p>	<p>ECE/ENERGY/GE.6/2018/2</p>
<p>Vice-Chairs: Ms. N. Farajullayeva (Azerbaijan) Mr. A. Miniankou (Belarus) Ms. B. Trivanovic (Bosnia and Herzegovina) Ms. K. Petrichenko (Copenhagen Centre on Energy Efficiency) Mr. Z. Pavičić (Croatian Inventors Network) Mr. S. Buettner (EEP) Ms. N. Jamburia (Georgia) Mr. C. Noll (Germany) Mr. B. Lebot (IPEEC) Mr. A. Pini (Italy) Mr. B. Schulze Darup (Joint Task Force of Energy Efficiency Standards in Buildings) Mr. A. Jaadla (Joint Task Force on Energy Efficiency Standards in Buildings) Mr. H. Mac Nulty (Macnulty Consulting) Mr. B. Melnichuk (Russian Federation) Ms. A. Solujic (Serbia) Ms. A. Freyre (SIG) Mr. K. Gura (Ukraine), Mr. M. Kumar Patel (University of Geneva)</p>		
<p>Group of Experts on Renewable Energy</p>		
<p>Chair: Mr. N. Ramazanov (Azerbaijan)</p>	<p>4th session</p>	<p>ECE/ENERGY/GE.7/2017/2</p>
<p>Vice-Chairs: Mr. A. Miniankou (Belarus) Ms. B. Trivanovi (Bosnia and Herzegovina) Mr. L. Horvath (Croatia) Ms. M. Morese (FAO) Ms. M. Arabidze (Georgia) Mr. O. Frank (Germany)</p>	<p>2–3 November 2017</p>	

<i>Body and officers</i>	<i>Session</i>	<i>Symbol of report</i>
Mr. P. Frankl (International Energy Agency) Mr. G. Gonul (International Renewable Energy Agency) Mr. R. Zhampiissov (Kazakhstan) Ms. I. Cabrita (Portugal) Ms. C. Lins (REN21) Mr. G. Ermolenko (Russian Federation) Mr. Miloš Banjac (Serbia) Mr. V. Pysarenko (Ukraine)		
Chair: Mr. N. Ramazanov (Azerbaijan)	5th session	ECE/ENERGY/GE.7/2018/2
Vice-Chairs: Mr. A. Bylyku (Albania) Mr. A. Miniankou (Belarus) Ms. B. Trivanovic (Bosnia and Herzegovina) Ms. M. Morese (FAO) Ms. M. Arabidze (Georgia) Mr. T. Fisher (Germany) Mr. P. Frankl (IEA) Mr. G. Gonul (IRENA) Mr. F. Cappelluti (Italy) Ms. A. Sospanova (Kazakhstan) Ms. I. Cabrita (Portugal) Ms. R. Adib (REN21) Mr. G. Ermolenko (Russian Federation) Mr. M. Banjac (Serbia) Mr. K. Gura (Ukraine)	13–15 November 2018	

Committee on Forests and the Forest Industry

Chair: Ms. M. Gaworska (Poland)	75th session	ECE/TIM/2017/2
Vice-Chairs: Ms. M. Sokolenko (Russian Federation) Mr. C. Dürr (Switzerland) Mr. G. Robertson (United States)	9–12 October 2017	
	76th session	ECE/TIM/2018/2
	5–8 November 2018	

Joint ECE/FAO Working Party on Forest Statistics, Economics and Management

Chair: Mr. J. Prestemon (United States)	40th session	ECE/TIM/EFC/WP.2/2018/2
Vice-Chairs: Mr. J. Hangler (Austria) Mr. M. Dieter (Germany)	22 March 2018	
Chair: Mr. M. Dieter (Germany)	41st session	ECE/TIM/EFC/WP.2/2019/2
Vice-Chairs: Ms. M. Wolicka (Poland) Mr. J. Prestemon (United States)	27–29 March 2019	

Committee on Housing and Land Management

Chair: Ms. E. Szolgayová (Slovakia)	78th session	ECE/HBP/190
Vice-Chairs: Ms. D. Grabmüllerová (Czechia) Ms. L. Heinesen (Denmark)	8–10 November 2017	
Chair: Ms. E. Szolgayová (Slovakia)	79th session	ECE/HBP/194
Vice-Chairs: Mr. E. Khanalibayli (Azerbaijan) Ms. D. Grabmüllerová (Czechia)	3–5 October 2018	

<i>Body and officers</i>	<i>Session</i>	<i>Symbol of report</i>
Working Party on Land Administration		
Chair: Mr. F. Zetterquist (Sweden)	11th session	ECE/HBP/WP.7/2019/2
Vice-Chair: Ms. K. Riekkinen (Finland)	27–28 February 2019	
Ms. C. Potsiou (Greece)		
Committee on Innovation, Competitiveness and Public-Private Partnership		
Chair: Ms. S. Yavuz Noyan (Turkey)	12th session	ECE/CECI/2018/2
Vice-Chairs: Mr. D. Poladenko (Belarus)	26–28 March 2018	
Mr. S. Tourgeman (Israel)		
Mr. R. Abazov (Kazakhstan)		
Mr. N. Ponomarenko (Russian Federation)		
Chair: Ms. S. Yavuz Noyan (Turkey)	13th session	ECE/CECI/2019/2
Vice-Chairs: Mr. S. Shlychkou (Belarus)	25–27 March 2019	
Mr. S. Tourgeman (Israel)		
Mr. S. Firpo (Italy)		
Mr. M. Dyussebayev (Kazakhstan)		
Mr. N. Ponomarenko (Russian Federation)		
Working Party on Public-Private Partnerships		
Chair: Mr. A. Smith (United States)	9th session	ECE/CECI/WP/PPP/2017/2
Vice-Chairs: Mr. S. Van Garsse (Belgium)	21–22 November 2017	
Mr. M. Romoff (Canada)		
Mr. K. Li (China)		
Mr. A. Michaelides (Cyprus)		
Mr. F. Bobay (France)		
Mr. S. Tabuchi (Japan)		
Mr. Z. Hayek (Lebanon)		
Ms. S. Mezzour (Morocco)		
Mr. H. Salikhov (Russian Federation)		
Mr. I. Usmanzoda (Tajikistan)		
Ms. S. Yavuz Noyan (Turkey)		
Co-Chairs: Mr. S. Tabuchi (Japan)	10th session	ECE/CECI/WP/PPP/2018/2
Mr. A. Smith (United States)	20–21 November 2018	
Vice-Chairs: Mr. S. Van Garsse (Belgium)		
Mr. M. Romoff (Canada)		
Mr. K. Li (China)		
Mr. F. Bobay (France)		
Mr. Z. Hayek (Lebanon)		
Ms. S. Mezzour (Morocco)		
Mr. H. Salikhov (Russian Federation)		
Mr. R. Saner (Switzerland)		
Mr. I. Usmonzoda (Tajikistan)		
Ms. S. Yavuz Noyan (Turkey)		
Ms. B. Ikilai (Uganda)		
Team of Specialists on Innovation and Competitiveness Policies		
Chair: Mr. I. Bortnik (Russian Federation)	10th session	ECE/CECI/ICP/2017/2
Vice-Chairs: Mr. H. Leo (Austria)	19–20 October 2017	
Mr. S. Shuba (Belarus)		
Ms. S. Ivic-Pavlovski (Bosnia and Herzegovina)		
Ms. L. Musina (Ukraine)		
Mr. C. Wessner (United States)		

<i>Body and officers</i>	<i>Session</i>	<i>Symbol of report</i>
Chair: Mr. S. Zecchini (Italy)	11th session	ECE/CECI/ICP/2018/2
Vice-Chairs: Mr. S. Shuba (Belarus) Ms. A. Vashakmadze (Georgia) Mr. G. Marklund (Sweden)	1–2 November 2018	

D. Conventions administered by the ECE secretariat

Convention on Long-range Transboundary Air Pollution

Executive Body for the Convention on Long-range Transboundary Air Pollution

Chair: Ms. A. Engleryd (Sweden)	37th session	ECE/EB.AIR/140
Vice-Chairs: Mr. S. Vasiliev (Russian Federation) Mr. R. Ballaman (Switzerland) Ms. K. Weber (United States)	11–14 December 2017	
	38th session 10–14 December 2018	ECE/EB.AIR/142

Joint Session of the Steering Body to the EMEP and the Working Group on Effects

Chairs: Ms. L. Rouil (France) Ms. I. Rabago (Spain)	3rd session 11–15 September 2017	ECE/EB.AIR/GE.1/2017/2- ECE/EB.AIR/WG.1/2017/2
Vice-Chairs: Mr. T. Dirnböck (Austria) Ms. S. Vidič (Croatia) Mr. J. Bak (Denmark) Ms. G. Schuetze (Germany) Ms. A. De Marco (Italy) Mr. X. Querol (Spain) Ms. S. Augustin (Switzerland) Mr. R. Weber (Switzerland)		
	4th session 10–14 September 2018	ECE/EB.AIR/GE.1/2018/2- ECE/EB.AIR/WG.1/2018/2

Working Group on Strategies and Review

Chair: Ms. J. Kerr (Canada)	55th session	ECE/EB.AIR/WG.5/118
Vice-Chairs: Mr. I. Angelov (Bulgaria) Ms. D. Pritula (Canada) Mr. T. Spranger (Germany)	31 May-2 June 2017	
	56th session 22–25 May 2018	ECE/EB.AIR/WG.5/120

Convention on the Protection and Use of Transboundary Watercourses and International Lakes

Meeting of the Parties to the Convention on the Protection and Use of Transboundary Watercourses and International Lakes

Chair: Mr. P. Kovacs (Hungary)	8th session	ECE/MP.WAT/54. Add. 1 and 2
Vice-Chairs: Mr. H. Liiv (Estonia) Mr. A. Zebeshev (Kazakhstan)	10–12 October 2018	

<i>Body and officers</i>	<i>Session</i>	<i>Symbol of report</i>
Working Group on Integrated Water Resources Management		
Chairs: Ms. H. Jekel (Germany) Ms. L. Kauppi (Finland)	12th meeting 5–6 July 2017	ECE/MP.WAT/WG.1/2017/2
	13th meeting 29–30 May 2018	ECE/MP.WAT/WG.1/2018/2
Implementation Committee of the Water Convention		
Chair: Mr. A. Tanzi (Italy)	8th meeting	ECE/MP.WAT/IC/2017/2
Vice-Chair: Ms. V. Grigorova (Bulgaria)	23–24 May 2017	
	9th meeting 7–9 March 2018	ECE/MP.WAT/IC/2018/2
Protocol on Water and Health		
Compliance Committee		
Chair: Mr. J. E. Viñuales (Switzerland)	15th meeting	ECE/MP.WH/C.1/2017/4
Vice-Chair: Ms. Z. Kocsis-Kupper (Hungary)	13–14 November 2017	EUPCR/1611921/2.1/2017/CC2/06
	16th meeting 6–7 March 2018	ECE/MP.WH/C.1/2018/2 EUPCR/1611921/2.1/2018/CC/06
	17th meeting 5–6 November 2018	ECE/MP.WH/C.1/2018/4 EUPCR/1611921/2.1/2018/CC2/06
Working Group on Water and Health		
Chair: Mr. K. Tvietan (Norway)	10th session	ECE/MP.WH.WG.1/2017/2
Vice-Chairs: Ms. A. Drazdova (Belarus) Ms. Ana Albuquerque (Portugal)	15–16 November 2017	EUPCR/1611921/2.1/2017/WGWH/06
	11th session 3–4 April 2019	ECE/MP.WH.WG.1/2019/2
Convention on Environmental Impact Assessment in a Transboundary Context and Protocol on Strategic Environmental Assessment		
Meeting of the Parties to the Convention and Meeting of the Parties to the Convention serving as the Meeting of the Parties to the Protocol on Strategic Environment and Assessment		
Chairs: Mr. G. Kremlis (European Commission) Ms. I. Malkina (Belarus) Mr. N. Dimov (Bulgaria)	7th and 3rd sessions 13–16 June 2017	ECE/MP.EIA/23 ECE/MP.EIA/SEA/7
Chairs: Mr. G. Kremlis (European Commission) Mr. H. Brattskar (Norway)	Intermediary sessions 5–7 February 2019	ECE/MP.EIA/27 ECE/MP.EIA/SEA/11
Working Group on Environment Impact and Strategic Environment Assessment		
Chair: Ms. V. Kolar-Planinšič (Slovenia).	7th meeting	ECE/MP.EIA/WG.2/2018/2
Vice-Chairs: Ms. S. Kazakevich (Belarus) Ms. M. Shymkus (Ukraine)	28–30 May 2018	

<i>Body and officers</i>	<i>Session</i>	<i>Symbol of report</i>
Implementation Committee		
Chair: Mr. R. Švedas (Lithuania)	39th session	ECE/MP.EIA/IC/2017/3
Vice-Chairs: Ms. M. do Carmo Figueira (Portugal) Mr. V. Buchko (Ukraine)	5–7 September 2017	
	40th session 5–7 December 2017	ECE/MP.EIA/IC/2017/2
	41st session 13–16 March 2018	ECE/MP.EIA/IC/2018/2
	42nd session 11–14 September 2018	ECE/MP.EIA/IC/2018/4
	43rd session 4–7 December 2018	ECE/MP.EIA/IC/2018/6
	44th session 12–15 March 2019	ECE/MP.EIA/IC/2019/2
 Convention on the Transboundary Effects of Industrial Accidents		
Conference of Parties to the Convention on the Transboundary Effects of Industrial Accidents		
Chairs: Ms. T. Tandberg (Norway) Ms. J. Karba (Slovenia)	10th meeting 4–6 December 2018	ECE/CP.TEIA/38 ECE/CP.TEIA/38/Add.1
Vice-Chairs: Mr. A. Struckl (Austria) Ms. W.-A. Wagello-Sjölund (Finland) Mr. P. Dadasiewicz (Poland) Ms. J. Karba (Slovenia)		
 Convention on Access to Information, Public Participation in Decision-making and Access to Justice in Environmental Matters		
Meeting of the Parties to the Convention on Access to Information, Public Participation in Decision-making and Access to Justice in Environmental Matters		
Chair: Ms. M. Bitadze (Georgia)	6th session 11–13 September 2017	ECE/MP.PP/2017/2
 Working Group of the Parties to the Convention		
Chair: Ms. M. Bitadze (Georgia)	22nd meeting	ECE/MP.PP/WG.1/2018/2
Vice-Chairs: Ms. N. Bouman (Netherlands) Ms. B. Berglund (Norway)	19–21 June 2018	
 Compliance Committee under the Aarhus Convention		
Chair: Mr. J. Ebbesson (Sweden)	57th meeting	ECE/MP.PP/C.1/2017/6
Vice-Chair: Mr. A. Kodjabashev (Bulgaria)	27–30 June 2017	
	58th meeting 10–13 September 2017	ECE/MP.PP/C.1/2017/10
	59th meeting 11–15 December 2017	ECE/MP.PP/C.1/2017/23

<i>Body and officers</i>	<i>Session</i>	<i>Symbol of report</i>
Chair: Mr. J. Ebbesson (Sweden)	60th meeting	ECE/MP.PP/C.1/2018/2
Vice-Chairs: Mr. A. Kodjabashev (Bulgaria) Ms. Á. Ryall (Ireland)	12–16 March 2018	
	61st meeting 2–6 July 2018	ECE/MP.PP/C.1/2018/4
	62nd meeting 5–9 November 2018	ECE/MP.PP/C.1/2018/5
	63rd meeting 11–15 March 2019	ECE/MP.PP/C.1/2019/2

Protocol on Pollutant Release and Transfer Registers to the Aarhus Convention

Meeting of the Parties to the Protocol on Pollutant Release and Transfer Registers to the Convention on Access to Information, Public Participation in Decision-making and Access to Justice in Environment Matters

Chair: Ms. T. Skårman (Sweden)	3rd session 15 September 2017	ECE/MP.PRTR/2017/6
---------------------------------------	----------------------------------	--------------------

Working Group of the Parties to the Protocol on Pollutant Release and Transfer Registers

Chair: Ms. T. Skårman (Sweden)	6th meeting	ECE/MP.PRTR/WG.1/2018/2
Vice-Chairs: Ms. M.-R. van den Hende (Belgium) Ms. U. Schüler (Germany)	9 November 2018	

Compliance Committee under the PRTRs Protocol

Chair: Mr. A. McGlone (United Kingdom)	5th meeting	ECE/MP.PRTR/C.1/2017/2
Vice-Chair: Mr. G. Movsisyan (Armenia)	22–23 May 2017	

	6th meeting 14–15 September 2017	ECE/MP.PRTR/C.1/2017/4
--	-------------------------------------	------------------------

Chair: Mr. J. L. Martin Ortega (Spain)	7th meeting	ECE/MP.PRTR/C.1/2019/2
Vice-Chair: Mr. G. Movsisyan (Armenia)	1–2 April 2019	

Joint High-level segment under the Meeting of the Parties to the Convention on Access to Information, Public Participation in Decision-making and Access to Justice in Environmental Matters and Meeting of the Parties to the Protocol on Pollutant Release and Transfer Registers to the Convention on Access to Information, Public Participation in Decision-making and Access to Justice in Environment Matters

Chair: Mr. P. Radulović (Montenegro)	14 September 2017	ECE/MP.PP/201716- ECE/MP.PRTR/20172
---	-------------------	--

E. Meetings of other bodies serviced by the ECE secretariat

ECOSOC Committee of Experts on the Transport of Dangerous Goods and on the Globally Harmonized System of Classification and Labelling of Chemicals

Chair: Ms. M. Maureen (United States)	8th session	
Vice-Chair: Mr. D. Pfund (United States)	9 December 2017	

<i>Body and officers</i>	<i>Session</i>	<i>Symbol of report</i>
	9th session 7 December 2018	

ECOSOC Sub-Committee of Experts on the Transport of Dangerous Goods

Chair:	Mr. D. Pfund (United States)	51st session	ST/SG/AC.10/C.3/102
Vice-Chair:	Mr. C. Pfauvadel (France)	3–7 July 2017	
		52nd session 27 November- 6 December 2017	ST/SG/AC.10/C.3/104
		53rd session 25 June-4 July 2018	ST/SG/AC.10/C.3/106
		54th session 26 November - 4 December 2018	ST/SG/AC.10/C.3/108

ECOSOC Sub-Committee of Experts on the Globally Harmonized System of Classification and Labelling of Chemicals

Chair:	Ms. M. Ruskin (United States)	33rd session	ST/SC/AC.10/C.4/66
Vice-Chair:	Mr. R. Foster (United Kingdom)	10–12 July 2017	
		34th session 6–8 December 2017	ST/SC/AC.10/C.4/68
		35th session 4–6 July 2018	ST/SC/AC.10/C.4/70
		36th session 5–7 December 2018	ST/SC/AC.10/C.4/72

ECOSOC Committee of Experts on the Transport of Dangerous Goods and on the Globally Harmonized System of Classification and Labelling of Chemicals

Chair:	Ms. M. Ruskin (United States)	9th session	ST/SG/AC.10/46, Adds 1 to 3
Vice-Chair:	Mr. Robin Foster (United Kingdom)	7 December 2018	

Expert Group on Environmental Performance Review

Chair:	Mr. H. Liiv (Estonia)	28th session	
Vice-Chair:	Mr. X. Tschumi Canosa (Switzerland)	23–27 October 2017	
		29th session 9–11 January 2019	

